

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 249
21 septembre 1987

IRAN-IRAK
Sept ans de carnage

PHILIPPINES
Un régime civil
en liberté
surveillée

AFRIQUE DU SUD
La plus longue
grève des mineurs

BRESIL
Construire
le Parti des travailleurs



DANEMARK
Un gouvernement
instable

12FF-85FB-4FS



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission

paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 249

21 septembre 1987

- 3 **MOYEN-ORIENT**
Iran-Irak : sept ans de carnage
Salah JABER
- 5 **PHILIPPINES**
Un régime civil en liberté surveillée
Paul PETITJEAN
- Pour une véritable réforme agraire
Interview de Serge Cherniguin
par *Frank SLEGERS (La Gauche)*
- 10 **PORTUGAL**
Bilan des élections
Francisco LOUCA
- 12 **AFRIQUE DU SUD**
Grève des mineurs : la plus longue !
Tony ROUX

DOSSIER BRESIL

- 15 Contre le plan Bresser le FMI
- 16 Construire le Parti des travailleurs
João MACHADO
- 18 Les relations entre la CUT et le PT
EM TEMPO
- 20 La CUT, la CGT et la grève générale
EM TEMPO
- 22 Lula président
Em TEMPO
- 23 **DANEMARK**
Un gouvernement instable
Soren JOHANSEN
- 24 **ETAT ESPAGNOL**
MC-LCR : le processus unitaire
progresse
COMBATE



Le Brésil vient de connaître son troisième "plan d'assainissement" de l'économie en moins de 18 mois : entre février 86 et juillet 87, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 45%.

Le Parti des travailleurs vient de proposer la candidature de "Lula" pour les élections présidentielles. Voir le dossier d'Inprecor page 15.



ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF.
Tous les autres pays
(par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à Inprecor.

Iran-Irak : Sept ans de carnage

EN REPRENANT, depuis le 29 août, ses attaques contre les installations pétrolières iraniennes et les tankers les desservant, l'aviation irakienne a provoqué la reprise des hostilités sur une vaste échelle dans les eaux du Golfe arabo-persique. Moins de deux semaines après, le bilan s'établissait déjà à une quinzaine de navires marchands de diverses nationalités, endommagés par l'aviation de Bagdad ou par les vedettes de Téhéran.

Salah JABER

LE NOUVEL EMBRASEMENT de la guerre du golfe et, en particulier, de l'action contre le trafic maritime, fait suite à une trêve tacite observée par les deux belligérants depuis le 20 juillet dernier. C'est à cette date, en effet, que le Conseil de sécurité des Nations-Unies avait adopté - à l'unanimité - sa résolution numéro 598 exigeant un cessez-le-feu immédiat entre l'Irak et l'Irak et le retrait de leurs forces armées de part et d'autre de la frontière séparant les deux pays et reconnue internationalement.

Renforcement de la présence impérialiste

L'adoption de cette résolution précéda de peu le début de la navette des vaisseaux de guerre américains dans les eaux du Golfe, pour escorter des pétroliers koweïtiens arborant le pavillon des Etats-Unis. L'affaire des mines, en août, fournira un prétexte pour le renforcement de la présence militaire impérialiste dans cette région du monde, avec l'intervention de la marine britannique dans le Golfe arabo-persique et de la marine française dans le Golfe d'Oman.

Une formidable armada impérialiste al-

lait se constituer sur les lieux : 30 navires américains, dont deux porte-avions, 10 navires français, dont un porte-avions, et 8 navires britanniques.

Le gouvernement italien a pris la décision d'y ajouter 8 navires de sa marine militaire, de sorte que la composition nationale de la flotte impérialiste dans le Golfe arabo-persique et à ses abords, sera bientôt identique à celle de la "Force multinationale" qui avait si lamentablement échoué au Liban.

Le déploiement de ces machines de guerre flottantes créera, fin août, un climat de sécurité relative pour la navigation marchande dans la voie d'eau séparant la péninsule arabique de l'Irak. C'est ce dernier pays qui, paradoxalement, profitera au premier chef de cette situation. Les exportations de pétrole iranien s'accroîtront spectaculairement, étant favorisées de surcroît par la hausse de la demande due à l'inquiétude suscitée par la tension militaire, ainsi que les émeutes de la Mecque (30 juillet-1er août). Avec la hausse consécutive des prix du brut, les recettes de Téhéran atteindront 25 millions de dollars par jour, soit cinq fois leur niveau de la période trouble de 1986.

Cette aubaine pour l'Irak a naturellement renforcé les arguments des jusqu'aboutistes du régime des ayatollahs, partisans de la "guerre jusqu'à la victoire" contre le régime baassiste de Saddam Hussein. On ne pouvait s'attendre, dans ces conditions, à ce que Téhéran accepte le cessez-le-feu exigé par l'ONU. Pour éviter cependant de se mettre à dos le concert des nations, l'Irak choisit de tergiverser. Cette attitude, en se prolongeant, incitera l'Irak à rompre la trêve du mois d'août.

Eprouvant de plus en plus de difficultés à résister aux offensives iraniennes et ayant perdu tout espoir sérieux de retourner la situation militaire en sa faveur, Bagdad

n'a d'autre choix, en effet, que de contraindre Téhéran à cesser le combat faute de moyens financiers. Le débouché maritime exigé de l'Irak étant condamné depuis le début du conflit, le régime de Saddam Hussein s'est doté d'oléoducs pour l'exportation de son pétrole. Il est aujourd'hui en mesure d'écouler 2,5 millions de barils/jour, soit la totalité de sa production pétrolière disponible, à travers la Turquie et le royaume saoudien. L'Irak, par contre, reste tributaire du trafic maritime dans le Golfe, notamment à partir de son terminal pétrolier de l'île de Kharg.

"La guerre des pétroliers"

C'est donc à ce nerf de la guerre iranienne que le pouvoir irakien s'attaquera à partir de 1981, alors que les combats se prolongeaient au-delà de ses prévisions et tournaient à son désavantage. La seule parade trouvée par Téhéran sera la menace d'un blocage total de la navigation dans le Golfe, qui pénaliserait les alliés arabes de l'Irak et perturberait gravement l'approvisionnement pétrolier de l'Europe occidentale et du Japon, provoquant, du même coup, un nouveau bond des prix du brut avec ses conséquences néfastes sur l'économie capitaliste mondiale. L'Irak exercera ses représailles principalement contre le Koweït, voisin de l'Irak dont la force militaire propre est négligeable et qui subira attaques militaires et attentats terroristes de la part des Iraniens.

Les pressions arabes et mondiales sur l'Irak pour empêcher l'escalade de la "guerre des pétroliers" perdront de leur efficacité à mesure que Bagdad perdra du terrain contre son ennemi, à partir de 1982. Les opérations des deux belligérants contre le trafic maritime s'intensifieront en 1984. Puis, en 1985-1986, l'aviation iranienne étendra ses attaques à l'ensemble





Le Golfe

des terminaux pétroliers iraniens, entraînant une extension des représailles iraniennes dont le Koweït pâtera au premier chef. Excédé, l'émirat demandera alors aux puissances occidentales, Etats-Unis en tête, d'assurer la protection de sa flotte pétrolière en butte aux attaques permanentes de l'Iran.

Devant leur refus de "se mouiller" face à un régime aussi imprévisible que celui de Téhéran, le Koweït se tournera vers l'URSS qui accédera tout de suite à sa demande, en mettant trois pétroliers soviétiques à sa disposition. Moscou cherchait de la sorte à mettre Washington dans l'embarras, où moment où la cote de l'administration Reagan était au plus bas auprès de ses alliés arabes et traditionnels, en raison des révélations de l'Irangate. La suite est connue.

S'il y a un dénominateur commun de la politique des grandes puissances face à la guerre du Golfe, c'est bien leur duplicité et leur exploitation ignominieuse de l'énorme marché d'armes en tous genres ainsi entretenu. Des Etats-Unis jouant sur les deux tableaux, notamment par l'entremise d'Israël du côté iranien, à l'URSS et à la France, principaux fournisseurs d'armes de Bagdad

tout en essayant d'améliorer leurs relations avec Téhéran, y compris par la vente "indirecte" de matériel militaire, en passant par la Chine, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie qui vendent armes et matériel aux deux parties, tout en condamnant la poursuite de la guerre, c'est un concert d'hypocrisie rarement égalé dans l'histoire mondiale.

L'horreur et l'absurde

Ce ne sont certainement pas les millions de victimes du carnage irano-irakien qui émeuvent les gouvernements des puissances mondiales. Cela fera sept ans, ce 20 septembre, que la guerre du Golfe a commencé, sept ans d'une guerre dont l'horreur mêlée d'absurdité évoque irrésistiblement celle des tranchées de la première guerre mondiale.

Rien n'aura manqué au remake en cours, pas même le gaz moutarde auquel l'armée de Sadam Hussein a eu recours, soixante-dix ans après celle de Guillaume II. Sept ans dont le bilan humain est couramment estimé à près d'un million de morts, militaires et civils, et davantage de blessés et d'invalides, sans compter l'énorme masse des sans-abri et des orphelins. Ce bilan risque encore de s'aggraver considérablement, avec la reprise par les deux belligérants du bombardement des

zones civiles et la menace iranienne de recourir aux armes chimiques et bactériologiques face à l'utilisation de gaz par Bagdad.

A ce terrible bilan, s'ajoutent les immenses dégâts matériels, évalués en centaines de milliards de dollars et le recul économique considérable que les deux pays en guerre se sont mutuellement infligés en sept ans et qu'il leur faudra des dizaines d'années pour compenser. Cette dernière perspective remplit d'aise les puissances mondiales.

Elles se réjouissent d'avance à l'idée des fabuleux contrats que ne manquera pas d'apporter à leurs industries civiles la reconstruction de l'Iran et de l'Irak, deux pays que leurs réserves en hydrocarbures rendent solvables à la différence de la plupart des pays dépendants. En attendant, la destruction mutuelle des deux ennemis aura rapporté aux industries militaires des mêmes puissances, plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Arrêter cette guerre

L'intervention des vautours impérialistes ne saurait faire cesser le carnage, bien au contraire ! Au lieu d'ajouter leurs propres consommations d'armes à celle des belligérants, les puissances mondiales seraient mieux avisées de cesser d'alimenter le conflit, en suspendant toute livraison d'armes aux deux Etats ennemis. D'autant plus que l'intervention actuelle des puissances impérialistes dans le Golfe est porteuse du danger d'une grave accentuation de la tension entre elles et l'URSS.

C'est pourquoi d'ailleurs Moscou a proposé le retrait du Golfe de tous les navires de guerre appartenant à des pays non riverains.

Ce n'est donc pas uniquement par devoir internationaliste envers les travailleurs iraniens et irakiens, victimes de la guerre d'extermination que mènent leurs gouvernements, mais aussi dans l'intérêt de la paix mondiale, que le mouvement ouvrier international doit aujourd'hui se prononcer résolument pour :

- Le retrait immédiat de toutes les flottes étrangères du Golfe et de ses abords ;
- Un embargo total sur les livraisons d'armes à l'Iran et à l'Irak ;
- Un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel entre les deux belligérants. ■

11 septembre 1987

Un régime civil en résidence surveillée

GRISES PAR LES TRIOMPHE ELECTORAUX de février et mai dernier, la présidente Aquino et son entourage ont surestimé leur marge de manœuvre. En moins de trois mois la crise de régime est devenue aiguë. Fin août, les événements se sont brusquement précipités. Une grève des transports d'ampleur exceptionnelle éclatait et, dans la nuit du 27 au 28 août, une fraction de l'armée déclenchait un coup d'état militaire. Les soldats rebelles ont finalement dû se replier dans le nord du pays, sans pour autant désarmer. Le gouvernement civil a crié victoire. Pourtant, le 9 septembre, il remettait sa démission... pour donner à Aquino "toute liberté" dans ses négociations avec les généraux.

Paul Petitjean se trouvait aux Philippines au moment de la grève générale et du coup d'Etat militaire. Nous publions ci-dessous un reportage sur ces semaines décisives pour l'avenir du pays.

Paul PETITJEAN

VENDREDI 28 AOUT. La nuit a été longue, ponctuée de quelques explosions et de tirs de mitrailleuses. Le putsch est arrivé comme une surprise : il n'a pas été précédé dans la presse, des habituelles rumeurs prémonitoires. Pourtant, il apparaît rapidement qu'il est beaucoup plus sérieux que les nombreuses tentatives de coup d'Etat qui se sont succédées dans l'archipel depuis juillet 1986. Les soldats rebelles attaquent, symboliquement, Malacañang, le Palais présidentiel — blessant le fils de Corazon Aquino, tuant trois de ses gardes du corps. Des civils sont froidement abattus pour décourager, probablement, toute réaction populaire.

Des heures indécises

Les mutins occupent des positions stratégiques dans Manille-Quezon City, la capitale : camp Aguinaldo, qui abrite le siège de l'état major, la base aérienne de Villamor, proche de l'aéroport civil de Manille, des chaînes de télévisions. Ils sont dirigés par le Colonel Gregorio "Gringo" Honasan. Ancien "baron" (premier) de la "classe" 1971 de l'Académie militaire des Philippines, il est connu comme un baroudeur. Théâtral — il saute en parachute un cobra enroulé autour du coup — il a aussi la réputation d'être efficace. Il a déjà sa légende : il est l'un des principaux animateurs de la révolte militaire de février 1986.

Il fait de l'anti-communisme une profession de foi. Si le coup l'emporte, la répression contre la gauche sera d'autant plus immédiate et brutale que les puts-

chistes ne bénéficient pas d'un appui populaire. Les militants évoquent le Chili de 1973 ou l'Indonésie de 1965...

Des heures durant, c'est l'incertitude. La matinée entière s'écoule sans que des renforts militaires n'arrivent au secours du gouvernement. Après une brève allocution nocturne, la présidente Aquino se tait. La télévision retransmet des images étonnantes. Les soldats qui protégeaient l'Assemblée nationale ont rejoint la rébellion ; un officier de sécurité tente d'organiser la défense des rares élus présents avec l'aide des employés. Le président de la chambre des députés, Ramon Mitra, semble prononcer un lugubre testament politique. Une membre du parlement garde ostensiblement son pistolet à portée de la main.

Les heures traînent. La valse hésitation commence. C'est la police municipale qui est tout d'abord chargée de reconquérir une station de télévision occupée par des soldats rebelles sur-armés qui se replient pourtant sans combattre. A la mi-journée, la contre offensive gouvernementale se dessine enfin. Aquino prononce un discours particulièrement ferme : "il n'y aura aucune faiblesse", on ne négociera pas avec les "traîtres". Les fusilliers marins, un corps d'élite, montent à l'assaut de camp Aguinaldo. Les combats semblent faire rage jusqu'à la nuit. Deux avions à hélice, datant de la seconde guerre mondiale, lancent des roquettes. Le siège de l'état-major est en feu.

La province bouge. Les rebelles descendus sur la capitale viennent du centre de l'île de Luzon, de fort Magsaysay, à Nueva Ecija, où Gringo Honasan, impliqué dans de précédents coup d'Etat, avait été



envoyé comme chef instructeur des Forces spéciales ! Les mutins ont pris Camps Olivas, dans la province voisine de Pampanga, et l'aéroport de Legazpi, dans le Sud de l'île. Ils contrôlent les provinces de Quirino et Cagayan, ainsi que l'île de Cebu où se trouve la troisième ville du pays. Ils semblent pouvoir se déplacer librement dans le nord. A Baguio, les cadets de la prestigieuse Académie militaire des Philippines ont ouvertement manifesté leur solidarité avec les rebelles. Le bruit court avec insistance que, pour l'essentiel, l'aviation est du côté des mutins.

Les putschistes ont le nombre et le savoir-faire

"Les putschistes, m'explique un dirigeant de la coalition d'organisations de masse Nouvelle alliance patriotique (Bayan) ont le nombre. Ils se comptent par milliers. Ils ont aussi la qualité : les officiers de terrain qui commandent la loyauté des hommes de troupes. On trouve parmi eux de nombreux officiers de la Police Constabulary (la gendarmerie, une police militaire, ndlr) le corps qu'a longtemps dirigé l'actuel chef d'état major, le général Ramos ! Surtout, ils sont assurés de la sympathie d'un très grand nombre de jeunes officiers, peut-être de la majorité d'entre eux".

Le coup semble avoir été prêt de l'emporter, au moins sur le plan militaire. Il y a eu des morts par dizaines, surtout des civils, passants abattus ou fauchés au hasard. Les combats se sont menés à l'arme lourde. Un millier de soldats rebelles ont été arrêtés. Pourtant, il y a comme une fausse note dans ce concert guerrier. La majorité des mutins a pu quitter la capitale et se regrouper dans le Nord. Les chefs de la rébellion, dont Gringo Honasan, se sont enfuis en hélicoptère, sans grande difficulté semble-t-il. Et il y a eu bien peu de morts lors de la bataille de Camps Aguinaldo...

La vérité ne tarde pas à se faire jour. Même au plus fort de la contre-offensive

des forces gouvernementales, les fusilliers marins ont refusé de tirer pour tuer.

Une bonne partie de la matinée, le général Ramos, chef d'état major, a évité de répondre, depuis son quartier général de camp Crame, aux pressants appels téléphoniques de la présidente. Il ne savait pas encore sur quelles troupes il pouvait compter et n'avait donc rien à dire à Corazon Aquino. Le gouvernement civil était incapable de rétablir l'ordre sans l'appui d'une aile de l'armée. Mais, même dans ces circonstances dramatiques, l'armée n'était pas prête à écraser l'armée. Durant les heures incertaines de la matinée du 28 août, les généraux ont négocié leur soutien, au prix fort.

Entre deux coups d'Etat

Le régime navigue aujourd'hui entre deux coup d'Etat : le coup d'Etat brutal d'un Gringo Honasan et le coup d'Etat rampant, légal, de généraux "constitutionnalistes" mais soucieux de renforcer leur contrôle sur l'administration civile.

Le régime Aquino est de plus en plus l'otage de ses militaires. La présidence tente d'acheter la loyauté de l'armée en augmentant substantiellement les soldes. Mais le problème de fond est ailleurs, comme le note d'ailleurs le sénateur Aquino Pimentel, qui a eu plus d'une fois maille à partir avec l'armée sous Marcos : *"Il est important que le pays ne se trompe pas et comprenne que le danger pour l'Etat ne vient pas seulement des M 16 du Colonel Gregorio Honasan et de sa bande, mais d'un ennemi beaucoup plus insidieux, qui est leur guide : la doctrine de Sécurité nationale, forgée en Amérique latine et qui établit le primat absolu des considérations militaires sur le politique"* (The Manila Times du 2 septembre 1987).

La rébellion s'est engagée au nom de l'anti-communisme le plus virulent et de la défense de l'intégrité territoriale mise en cause, selon les putschistes, par les négociations sur l'autonomie engagée par le régime avec les musulmans et, dans les tribus du Nord, avec Conrado Balweg (1). Le gouvernement serait coupable de mollesse dans la lutte anti-insurrectionnelle. Pourtant, Corazon Aquino a déclaré la "guerre totale" à la guérilla. Avec les conseils et l'aide américaine, elle a doté les généraux de nouveaux armements — dont des hélicoptères de combats et des blindés — et de nouvelles ressources financières. Si les militaires n'enregistrent pas plus de succès dans leur lutte contre la Nouvelle armée du peuple (NPA), c'est avant tout du fait de leur propre incurie.

Le véritable enjeu est institutionnel. Pour le comprendre, il est utile de revenir sur les élections de mai 1987.

Une lecture trop rapide du résultat des élections législatives pouvait laisser penser que le régime s'était assuré une stabili-

té relative, même très temporaire, tant le triomphe personnel de la présidente avait été grand. Tel était du moins l'un des éléments d'analyse que j'avais moi-même suggéré dans un article de juin (2).

Une crise institutionnelle

Un cadre du Mouvement national démocratique, ancien détenu politique, de passage en Europe, m'avait mis en garde contre cette conclusion. *"Le succès électoral d'Aquino a, justement, été beaucoup trop éclatant. Elle n'avait pas besoin de ça. Trop, c'est trop. Il y a eu fraude. Mais là n'est pas le problème : la fraude est chose normale dans la vie politique du pays. Face au raz de marée 'aquiniste' et à la remontée des grandes familles traditionnelles, les militaires se sont sentis floués, exclus du jeu. Au lieu de renforcer l'autorité du gouvernement sur l'armée, ces élections ont accentué les fractures, les rancœurs, les antagonismes, les suspensions. Nous sommes entrés dans une nouvelle période de coups d'Etats"*.

La suite des événements allait rapidement prouver qu'il avait vu juste.

Les élections législatives de mai 1987 ont en effet mis à nu un problème institutionnel majeur que l'on pouvait déceler dès l'adoption en février dernier (3) de la Constitution, constitution rejetée par le vote militaire alors qu'elle était spectaculairement ratifiée par la population civile.

Avec l'établissement prolongé, sous Marcos, du régime de loi martiale, l'armée est arrivée au cœur de la structure de pouvoir et a pénétré l'économie de l'archipel. C'était la première fois aux Philippines dont l'histoire est fort différente, en ce domaine comme en bien d'autres, de celles de la plupart des pays voisins tels l'Indonésie ou la Thaïlande.

Aquino, dans la foulée du soulèvement anti-dictatorial de février 1986, a rétabli un régime de démocratie bourgeoise, élitiste et clientéliste. Même selon des critères bourgeois, le nouveau régime n'est qu'à demi démocratique, tant le poids de l'armée reste important en son sein. Mais, à l'instar de la situation qui prévalait avant la loi martiale, le jeu électoral assure la prééminence dans la vie politique des clans, des grandes familles provinciales, des partis de personnalités. A la différence d'avant la loi martiale, cependant, le mouvement populaire s'est élargi et... l'armée, justement, reste présente en politique. Derrière la façade institutionnelle, l'équilibre des années 1950-1960 ne peut être rétabli.

La joute électorale est à nouveau le principal mécanisme de sélection du personnel politique, le canal par lequel se sanctionne la lutte politique au sein de l'élite sociale. Ce système a des implications qui déplaisent fortement aux militaires.

Les mécanismes électoraux mis en place sont conçus par et pour les classes dominantes. Mais les mouvements populaires ne peuvent être totalement exclus du jeu démocratique, malgré la profession de foi anti-communiste du régime et la guerre civile engagée contre la guérilla. Il n'a pas été possible, par exemple, de refuser au Partido ng Bayan (4) le droit de se présenter aux élections : les règles d'un régime électif, même "élitiste", dégagent un "espace démocratique" que les mouvements populaires peuvent occuper, directement ou indirectement.

L'armée, au centre du pouvoir

Sur cette question, le discours farouche contre révolutionnaire tenu par les officiers rebelles touche un point sensible : nombreux sont ceux qui souhaiteraient fermer cet espace démocratique en suspendant purement et simplement les élections et en imposant, par exemple, une nouvelle fois la loi martiale.

Mais le problème essentiel est ailleurs. Le jeu électoral et son pendant, l'idéologie d'un régime civil, place l'armée en marge des institutions étatiques, tout particulièrement aux Philippines où les diverses fractions militaires n'ont pas de partis politiques propres pour les représenter. Le régime Aquino est miné, sur ce plan par une contradiction ouverte : l'armée n'a pas été purgée et reste au centre du pouvoir politique. Mais elle est exclue des institutions fondamentales que sont la Chambre des députés et le Sénat. C'est très précisément cette contradiction que le triomphe insolent des listes présidentielles lors des élections législatives a crûment mis en lumière.

L'armée a réagi avant que l'institutionnalisation du régime ne se poursuive, à l'occasion notamment des élections municipales prévues pour la fin de cette année ou le début 1988. En ce sens, on comprend que nombre de généraux aient vu d'un bon œil l'action engagée avec Honasan par leurs colonels. L'occasion était bonne de rappeler avec force au régime civil qu'il reste en résidence surveillée.

1) Prêtre, Conrado Balweg avait rejoint la NPA dans les montagnes du Nord de Luzon, territoire de tribus à la culture propre. Il a rompu avec le PCP sur la question de l'autonomie régionale et de la stratégie nationale, en 1986. Engagé dans des négociations avec le gouvernement, ses forces se sont considérablement réduites ; il s'est progressivement rapproché des militaires, surtout après avoir subi une embuscade meurtrière tendue par la NPA. Cela n'empêche pas aujourd'hui les officiers rebelles de dénoncer les accords d'autonomie négociés avec lui, notamment par Butz Aquino, beau-frère de la présidente.

2) "Les élections législatives de mai 1987", *Inprecor* numéro 245, 22 juin 1987.

3) Voir "Une victoire fragile pour Aquino" qui présentait sur ce point une perspective plus juste que l'article sur l'élection législative ; *Inprecor* numéro 237, 2 mars 1987.

4) PnB ou Partido ng Bayan (Parti du peuple). Lancé en août 1986 par d'anciens détenus politiques, le PnB est un parti radical et militant, légal qui tente notamment, d'introduire une dimension populaire et prolétarienne dans le combat politique électoral.

C'est aujourd'hui que la présidence commence à payer le prix de la politique engagée depuis la mi-1986. Face aux tentatives — parfois rocambolesques mais toujours politiquement graves — de coup d'Etat, face à la sédition militaire et aux pressions de l'extrême-droite, Aquino a refusé de s'appuyer sur la mobilisation populaire et son corollaire, la réforme sociale. Elle est partie en quête du Graal : un appui loyal des américains et d'un secteur de l'armée.

Les élections législatives de mai 1987 ont certes confirmé que le charisme personnel d'Aquino restait puissant dans une population qui rejette le passé dictatorial. Mais, l'immobilisme social, la corruption et le népotisme du régime aidant, l'usure morale du gouvernement ne s'en fait pas moins sentir. Les accusations de corruption éhontée, notamment, touchent maintenant l'entourage immédiat de la présidente : son très proche conseiller, Joker Arroyo, son jeune frère, Jose "Peping" Cojuangco, son oncle Francisco Sumulong.

La perte de contrôle : Negros

Loin de se consolider, le contrôle exercé par le gouvernement sur une série de régions, s'est amoindri après les élections législatives. Le pouvoir des clans, des grandes familles, s'est affirmé au sein de la chambre des députés. La manœuvre présidentielle sur la réforme agraire a réussi à mécontenter tout le monde ou presque.

A la veille de la réunion de la nouvelle assemblée nationale, Aquino a émis un nombre invraisemblable de décrets, dont celui tant attendu sur la réforme agraire, afin de dire qu'elle avait tenu sa promesse, et que le Congrès serait responsable de l'enlisement prévisible des procédures ultérieures. Le décret laisse en effet à la discrétion des parlementaires la solution des problèmes les plus brûlants (prix des terres, surfaces maximum, échelonnement des mesures...).

Les organisations paysannes se sont déclarées particulièrement déçues par le contenu du décret. Mais les gros planteurs de sucre de l'île de Negros sont néanmoins entrés en dissidence politique ouverte au seul mot de "réforme agraire", menaçant de prendre les armes contre le gouvernement s'il persistait à vouloir intégrer à ce projet leurs terres sucrières.

Les groupes de "vigilantes" — organisations armées d'extrême-droite — se sont fait plus actifs dans l'île. L'un d'entre eux, dénommé Croisade anticommuniste de Negros n'a pas hésité à distribuer un tract dont le titre ne mérite aucun commentaire explicatif : "Tuez pour la démocratie ! Tuez pour la paix ! Tuez tous les communistes". "Ceux ceux qui ne sont pas avec nous, tous ceux qui sont pour la réforme agraire, tous ceux qui parlent des droits de

l'Homme alors qu'ils ne dénoncent même pas les violations des droits humains commises par la NPA, ceux-là sont communistes. Nos ennemis sont les prêtres subversifs, leur leader en tête, Monseigneur Antonio Y. Fortich (évêque de Bacolod, ndlr), les avocats des droits de l'Homme, les merdeux de fermiers, les squatters qui ont toujours faim comme les chiens, et qui sont très dangereux, les extorqueurs des media comme ceux de COBRA-ANS" (une organisation progressiste de journalistes de Negros).

Les militants de la Fédération nationale des ouvriers du sucre, le NFSW-FGT sont harcelés, arrêtés, parfois torturés et abattus (voir page 9 l'interview de Serge Cherniguin, secrétaire général du NFSW-FGT).

C'est dans ce contexte que la NPA a pris, à Negros, une série d'initiatives spectaculaires, occupant de façon répétée, en plein jour souvent, des centrales de traitement de la canne à sucre et des villes rurales, alignant parfois 200 combattants dans une même opération. L'armée, malgré des mois de militarisation croissante, étant incapable de riposter efficacement, le gouvernement a dû envoyer des renforts — dont des hélicoptères de combat — qui n'avaient pas encore enregistré de succès notable quand le coup d'Etat a éclaté.

L'aveuglement du pouvoir face à l'érosion de son autorité s'est tout particulièrement manifesté le 15 août 1987, avec l'annonce brutale d'une augmentation moyenne de 18 % de l'essence et du diesel. Ce faisant, le gouvernement a donné l'occasion au mécontentement populaire de s'exprimer massivement. Il a créé les con-

ditions d'une unité intersyndicale dans le secteur clef, mais difficile à organiser pour l'action collective, des chauffeurs de "Jeepneys", ces jeeps réhabilitées qui constituent le principal moyen de transport en commun dans les grandes villes des Philippines. Le Congrès des syndicats philippins (TUCP) lui-même, le syndicat affilié à la Confédération des syndicats libres (CISL), reconnu même sous le régime Marcos, s'est vu obligé de se joindre à la grève. Les divers mouvements de masse de la gauche populaire, avec Bayan, ont constitué sur cette question la Coalition contre la hausse du prix des produits pétroliers (COAPI).

La grève des transports

La grève des transports a connu deux temps forts à une semaine de distance - le premier et le dernier jour de l'action. La dynamique unitaire était évidente, la grève atteignant une ampleur exceptionnelle quand l'ensemble des syndicats étaient engagés. Les trois jours qui ont précédé le coup d'Etat, du 25 au 27 août ont représenté un véritable tournant dans la situation politique.

Sous la pression des mobilisations et à la veille de la grève générale du 26 août, Corazon Aquino a brusquement annoncé à la télévision une réduction de moitié de l'augmentation des prix pétroliers, rognant pour ce faire sur les taxes étatiques de façon à ne pas toucher aux profits des multinationales concernées. Elle était visiblement convaincue qu'elle couperait ainsi l'herbe sous les pieds des syndicats et de la gauche militante. Et pourtant, le len-



demain, la grève des transports urbains était presque totale, paralysant la capitale et cinq autres régions du pays sous le mot d'ordre de retour intégral aux prix antérieurs. Toute augmentation des prix de l'essence et du diesel a, en effet, des conséquences inflationnistes immédiates et dramatiques pour une population frappée par une paupérisation aiguë.

Un camouflet personnel pour Aquino

Malgré l'engagement de l'armée (qui plaçait des soldats dans les bus et s'attaquait aux piquets de grève) et la mobilisation des camions municipaux utilisés pour ramasser les ordures, c'est à peine si l'on voyait rouler quelques "jeepneys" dans la capitale. Les militants s'étonnaient eux-mêmes : "Il n'y a jamais eu de toute notre histoire une grève des transports d'une telle ampleur. En tout cas, jamais depuis la loi martiale".

La gifle était sévère pour la présidente qui avait publiquement engagé son autorité personnelle dans l'affaire. Le pouvoir a commencé par nier l'évidence, prétendant devant les journalistes abasourdis que la grève était un échec.



La répression militaire s'est durcie le jour même, l'armée laissant deux morts parmi les grévistes à Cavite, au sud de Manille. Et le lendemain, la police a engagé un rafle contre les militants du Mouvement du Premier mai (KMU), la centrale syndicale radicale qui poursuivait, seule cette fois, le mouvement de grève.

Plus de 150 personnes ont été arrêtées, dont Medardo Roda, président de Piston (5), l'un des syndicats de chauffeurs de "jeepneys" affilié au KMU. Un mandat d'arrêt était lancé contre Crispin Beltran, président du KMU.

Joker Arroyo, ancien avocat des droits de l'Homme et aujourd'hui conseiller auprès de la présidence, n'a pas hésité à justifier ces arrestations en invoquant les inten-

tions supposées des cadres syndicaux, des dirigeants "qui n'ont pas la sincère volonté de résoudre réellement le problème et qui veulent seulement créer l'anarchie" (*The Manila Chronicle*, 28 août 1987). Il n'est plus nécessaire d'arrêter sur des actes, il suffit d'invoquer les intentions pernicieuses!

Avant même le succès de la journée du 26 août, un dirigeant syndical du KMU m'expliquait ce que le "faux pas" du pouvoir sur la question du prix des produits pétroliers un faux pas suscité par les pressions du Fonds monétaire international et le poids du service de la dette — représentait pour l'aile militante et indépendante du mouvement syndicale : "Durant l'année et demie qui vient de s'écouler, le KMU a continué de se renforcer. Mais relativement lentement. Et je crois que l'on peut dire que nous nous sommes retrouvés par bien des aspects marginalisés.

Il nous était très difficile de reprendre l'initiative sur une large échelle. Sur la question du prix des produits pétroliers, par contre, nous pouvons être l'aile marchante d'un large front uni syndical et populaire ; notre revendication — l'abandon pur et simple de la hausse — est en effet comprise et soutenue par la population".

Le putsch d'Honasan a évidemment représenté un coup d'arrêt à la lutte revendicative engagée sur la question des prix. L'attention de tous s'est portée sur la situation politique.

Mainmise militaire

La tendance générale est actuellement à la mainmise croissante de l'armée sur l'administration civile, à l'accentuation de la répression et de la militarisation du pays. Un an et demi après avoir été amorcée, la constitution d'un régime démocratique bourgeois aux Philippines est plus aléatoire que jamais. L'armée n'accepte pas de rentrer

dans ses casernes. Comme lors des précédentes tentatives de coup d'Etat, elle impose aujourd'hui au régime de passer de fait un nouveau compromis avec les officiers rebelles, ce que Corazon Aquino avait publiquement juré de ne plus faire.

Mais la tendance actuelle est aussi à la fragmentation du pouvoir. Des conflits d'orientation et d'intérêts traversent le corps militaire comme le corps politique. Les Américains — qui de toute évidence, jouent sur tous les tableaux —, l'état-major, le gouvernement, les milieux d'affaires, savent que cette division est, dans la situation présente, particulièrement dangereuse. L'insurrection s'est fait fort d'en profiter pour pousser son avantage. Il n'est, cependant, pas certain

qu'un terrain d'entente substantiel soit facile à trouver entre les divers groupes d'intérêts en présence, y compris entre les clans militaires et entre les généraux et les colonels.

Le régime "fait trop de politique"

Ces derniers s'accorderont pour dénoncer le règne de la politique et pour présenter l'armée comme le garant des intérêts supérieurs de la nation. Le discours tenu sur cette question par les officiers rebelles était dépourvu de toute ambiguïté : le régime "fait trop de politique". Mais il ne s'en sont pas tenus là. Lors d'interview télévisées, les porte-parole du mouvement — issu du Mouvement de réforme des Forces armées (RAM) (6) — ont vertement critiqué l'état-major et leurs supérieurs hiérarchiques. L'aile marchante du putsch de la fin août était composée de colonels et lieutenants. "Les étoiles tombent, le soleil monte" est un de leurs slogans, l'étoile pour l'insigne du général, le rayon de soleil pour l'insigne du colonel... Le général Ramos, chef d'état major, était directement visé par ce mot d'ordre. Mais il est probable que d'autres généraux, ou presque, se sont sentis concernés.

Face au pouvoir civil et à sa corruption, un courant anti-politicien d'extrême-droite se forme dans l'armée philippine, très différent par son histoire et ses ambitions des généraux traditionnels. Il défend une cause et se gagne ainsi la sympathie de large secteurs de jeunes officiers. Il diffère de ce que furent ailleurs et en d'autres temps des courants "réformistes militaires". Il n'a ni base populaire, ni programme d'ensemble, ni volonté révolutionnaire. Il fait de l'anti-communisme son ciment et déploie une idéologie typiquement fascisante.

Par conviction comme par nécessité (sa faiblesse sociale), dans l'éventualité où il réussirait un jour à prendre militairement le pouvoir, il pourrait plonger le pays dans une immense vague répressive. Il représente un facteur nouveau dans l'équation politique des Philippines. Il représente surtout un danger nouveau pour le mouvement populaire. ■

10 Septembre 1987

5) Piston: United Associated of the drivers and owners Nationwide.

6) Mouvement militaire qui avait préparé en 1985 un coup d'Etat contre Marcos et s'était finalement soulevé, avec le ministre de la défense Juan Ponce Enrile, en février 1986, contribuant par là à précipiter la chute du dictateur.



Pour une véritable réforme agraire...

DANS L'ILE de Negros, Frank Slegers a rencontré pour le journal La Gauche, le secrétaire général du syndicat des ouvriers du sucre (NFSW-FGT), Serge Cherniguin.

- **Serge CHERNIGUIN** : La réforme agraire est urgente. Depuis 400 ans, sous la domination espagnole déjà, les paysans exigent la terre. Des 200 000 planteurs de Negros, 9% sont propriétaires de 52% des terres. Il faut, pour l'ensemble des Philippines, une vraie réforme agraire générale, que le gouvernement accorde son aide sur le plan financier, sur le plan de la formation, etc. S'il faut payer pour obtenir les terres, ce ne sont pas les paysans pauvres qui peuvent payer mais le gouvernement. Et ce paiement devra être équitable, sélectif et progressif. Les grandes propriétés terriennes qui ont été acquises d'une façon illégitime devront tout simplement être confisquées.

■ Soutenez-vous la proposition du gouverneur Lacson ?

- Lacson, gouverneur du Negros Occidental, a proposé un plan prévoyant que 60% des plantations de cannes à sucre resteraient entre les mains des grands propriétaires et 40% seraient distribuées et utilisées pour d'autres cultures que la canne. Avec la crise de l'industrie sucrière, 85% des planteurs sont déjà pratiquement en faillite. Le projet Lacson provient des planteurs eux-mêmes. Nous le considérons comme la solution féodale d'un problème féodal. Pourtant, nous soutenons ce plan, parce que la famine est tellement aiguë que le problème de la nourriture pour les travailleurs du sucre passe avant tout. En

même temps, nous nous battons pour une vraie réforme agraire.

■ Dans les haciendas que j'ai visitées, il aurait fallu que l'hacienda tout entière soit divisée en parcelles pour donner à chacun des ouvriers du sucre un lopin suffisant. Les planteurs accepteraient-ils cela ?

- Nous savons que les gros planteurs sont en train de s'armer contre la réforme. Comment les travailleurs considèrent-ils la terre ? Pour eux, elle est source de nourriture ; pour les planteurs, elle est source de richesse, de prestige et de puissance politique. Nous n'attendons pas grand-chose de la présidente Aquino : le projet de réforme d'Aquino a été progressivement dilué et privé de substance. Notre seule consolation dans la situation actuelle, c'est que notre organisation survit. Si le gouvernement parvient à réaliser la réforme et cela serait une chance en or pour lui, tant mieux. Mais si Aquino cède à la pression des grands propriétaires qui forment son entourage, (ne l'est-elle donc pas aussi ?) ce seront les paysans eux-mêmes qui imposeront la redistribution des terres.

■ Y a-t-il des progrès en ce qui concerne l'organisation ?

- Certainement, notre syndicat a beaucoup augmenté sa crédibilité auprès des travailleurs du sucre. Nous n'avons pas de problèmes pour le nombre des adhérents. Le problème c'est plutôt de trouver assez de cadres. Et il y a aussi la répression. Tous ceux qui réclament la justice et la paix sont taxés de communistes, et beaucoup de nos cadres sont tout simplement

assassinés. Nous avons beaucoup de veuves et d'orphelins dans notre mouvement. Malgré cela, aucun de nos dirigeants n'a encore lâché et cela, c'est un grand encouragement.

Les planteurs ont formé leurs propres syndicats rivaux. Ces syndicats nous accusent de leur enlever des membres, mais ces derniers affluent chez nous spontanément. Et nous enregistrons certains succès.

Nombreux sont les travailleurs qui sont assassinés pour avoir cultivé des bandes de terre en bordure des plantations, à côté des cannes à sucre. Jamais un propriétaire terrien ne cèdera la moindre parcelle sans y être forcé. Mais maintenant, grâce à la puissance de notre syndicat, nous avons pu forcer de nombreux planteurs à céder des lopins. La force de notre syndicat peut aussi se mesurer aux menaces dont nous sommes la cible : menaces d'attaques à la bombe ; nos dirigeants ne peuvent pas sortir la nuit tout seuls ; notre bâtiment, ici, est espionné nuit et jour...

■ Où en est la répression actuellement ?

- Hier encore un de nos syndiqués a succombé. Les militaires l'ont attrapé, torturé, lui ont ouvert le ventre et cassé les jambes. Sous Marcos, seule la partie sud de Negros était militarisée. Maintenant, sous Aquino, toute l'île est dans ce cas. Et chaque fois qu'il y a militarisation, aux Philippines, les militaires se déchainent contre la population civile.

Avant-hier, dans le nord de l'île, il y a eu une ambuscade de la NPA. L'armée a envoyé des hélicoptères et trois avions de chasse. Le résultat ? Ils n'ont pas pu attraper un seul NPA mais les civils encaissent la guerre. La semaine dernière, lors d'une manifestation des communautés chrétiennes de base à Bacolod, capitale de Negros Occidental, l'armée survolait le défilé pour intimider les gens. On arrête même des enfants de 13 à 14 ans qui seront ensuite utilisés comme serveurs dans les casernes. Lorsque les travailleurs du sucre s'organisent en coopératives sur les plantations pour la culture de certaines parcelles, les soldats appellent cela du communisme. L'armée intervient aussi dans les affaires syndicales.

C'est ainsi qu'à Carlotta ils ont destitué le président du syndicat et ils en ont désigné un autre. Ils disent aux travailleurs du sucre de quitter notre syndicat. A côté de l'armée, il y a aussi les "vigilantes", de véritables escadrons de la mort que les planteurs font intervenir contre nos travailleurs, et il y en a de plus en plus partout. Les hésitations d'Aquino autour de la réforme agraire donnent l'occasion à l'armée d'agir à sa guise. On pourrait croire qu'Aquino elle-même a perdu l'emprise sur l'armée d'occupation.

Bilan des élections

POUR LA PREMIERE FOIS depuis avril 1974, date de la chute de la dictature, la droite a obtenu au Portugal une majorité absolue des suffrages. Mais le résultat le plus spectaculaire est la totale concentration des votes sur un seul parti, le Parti social-démocrate (PSD) dirigé par le premier Ministre Cavaco Silva qui a obtenu aux élections du 19 juillet près de 50,5% des voix. Ces résultats électoraux qui constituent une lourde défaite pour tous les partis de gauche, marquent le début d'un nouveau cycle électoral.

Francisco LOUCA

VOILA PRES DE DEUX ANS, les élections législatives donnaient au PSD, le principal parti bourgeois, une petite majorité relative. Avec 30% des voix, et ne rencontrant pas d'opposition significative des autres partis, le PSD formait le gouvernement. La chute vertigineuse du Parti socialiste portugais constituait alors - en octobre 1985 - la principale nouveauté de ces élections. Ce parti, qui auparavant oscillait entre 30 et 35% des suffrages, parti dominant et charnière des coalitions gouvernementales, passait alors à 20%, perdant ainsi presque la moitié de son électoral.

La progression politique de la droite

Ces voix s'étaient transférées avant tout sur un nouveau parti, le Parti de la rénovation démocratique (PRD) qui obtenait alors 18% des voix, peu de mois après sa formation. Appuyé sur l'image et directement inspiré par le général Eanes qui commandait les opérations militaires du 25 novembre 1975 et fut ensuite président de la république pendant dix ans, le PRD n'était pas né du néant. Il s'appuyait sur une structure institutionnelle et sur le poids politique du président, parvenant à canaliser le mécontentement des électeurs socialistes contre la politique d'austérité du gouvernement de Mario Soares. Ainsi, la politique menée par le PS était la cause principale du résultat de 1985 et de

l'ascension de la droite (voir *Inprecor* numéro 208 du 2 décembre 1985). Dans le même temps, le Parti communiste portugais maintenait un résultat électoral qui lui donnait les moyens d'intervenir dans les activités parlementaires, obtenant 15% au niveau national et gardant toujours sa majorité absolue dans les zones de réformes agraires (principalement le sud du pays avec l'Alentejo) et dans certaines régions industrielles.

Toutefois, en mois de deux ans ce panorama fut profondément modifié par le gouvernement Cavaco Silva. Gouvernement minoritaire au parlement, fortement dépendant des négociations parlementaires, il a néanmoins bénéficié de certains avantages dont il a su jouer avec beaucoup de perspicacité. En premier lieu, l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE) a eu un effet psychologique et idéologique (dans un pays où 10% de la population est émigrée dans les pays de la CEE, le mythe de l'Europe, des hauts salaires et des bonnes conditions de vie imprègne profondément l'imaginaire populaire), et a amené pendant les premiers mois des avantages financiers considérables qui vont peser sur la société. Le Portugal étant le pays le plus arriéré des 12, il bénéficie de fonds sociaux qui, malgré la crise financière de la Communauté, ont eu un impact sur le pays. Par exemple, les Fonds disponibles pour la formation professionnelle garantiront une année de cours de formation pour 270 000 personnes, alors que le chômage touche officiellement un demi-million de personnes. Et ils garantiront aussi aux innombrables professeurs des salaires environ 20 fois supérieurs au salaire minimum national et trois fois supérieur ... à celui du premier ministre.

Deuxièmement, en 1986-1987, la chute du dollar et la baisse des prix du pétrole ont de nouveau bénéficié à l'économie portugaise. Celle-ci, dont les exportations sont libellées en francs ou en marks et les importations en dollars, est fortement dépendante des cours pétroliers. Dans cette conjoncture, les industries exportatrices - qui constituent la partie active de l'économie portugaise - ont été stimulées et, dans le même temps, le gouvernement a pu disposer d'une certaine marge de manœuvre pour augmenter la consommation intérieure, augmenter les prestations sociales de certains secteurs défavorisés et alléger le fardeau de l'austérité.

L'impact de cette conjoncture et son utilisation habile par le gouvernement, dont les principales figures faisaient preuve d'une notable capacité d'utiliser au mieux les mass-media, ont transformé une réalité électorale qu'on avait vue très mobile à l'occasion des élections de 1985.

Cette situation se juxtapose et s'explique par un contexte social marqué par la diminution de l'activité des syndi-

cats, par la baisse du nombre de journées de grève et par une diminution de la capacité revendicative de la principale centrale syndicale, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), influencée par le PCP. Dans le même temps, l'inexistence de la plus minime unité d'action des partis de gauche réformistes augmentait la marge de manœuvre du gouvernement. Et cette situation allait s'aggraver : d'un côté, le PS cultivait la thèse de "l'alternance gouvernementale", qui l'amenait à rejeter toute alliance, même ponctuelle, avec le PCP ; de l'autre côté, le PCP essayait de diminuer le poids du PS en associant le PRD à toutes les négociations anti-Cavaco, dans l'impossible perspective d'un gouvernement PS-PRD appuyé par le PC.

Les élections de juillet et ses résultats

La majorité des partis d'opposition au parlement finirent par se décider à affronter le gouvernement et à provoquer sa chute, exactement quand et comment Cavaco Silva le souhaitait. La droite menait alors une campagne énergique autour du premier ministre sortant, appelant à la "stabilité politique" et condamnant les partis qui avaient interrompu une expérience gouvernementale qui était, pour le moins, beaucoup plus populaire que celle de Mario Soares, unique et triste référence pour les gouvernements de la gauche réformatrice.

Examiné à cette lumière, les résultats ne sont guère surprenants. On assiste à une concentration totale des voix de la droite sur le PSD qui obtient donc 50,5%, réduisant le second parti de droite - le Centre démocratique et social (CDS) - à 4%, alors qu'il approchait les 10% auparavant et captant une partie importante des votes du PRD, qui passe de 18 à 5% (de 45 à 7 députés) et même certains votes du PS et du PCP. Avec une large majorité parlementaire (147 députés, plus 4 du CDS), Cavaco Silva peut maintenant structurer un gouvernement moins dépendant des accords parlementaires et plus ambitieux. Depuis longtemps déjà, les patrons exigent un "anti-11 mars" (1) et le PSD a aujourd'hui l'occasion de tenir cette promesse électorale.

Quand à l'opposition, le PS monte légèrement, passant de 20 à 22%. En réalité, c'est à peine s'il gagne quelques dizaines de milliers de voix, la différence de pourcentage étant surtout due à la montée de l'abstention, et encore baisse-t-il dans la moitié des circonscriptions du pays. Il obtient ainsi son second plus mauvais résultat depuis la chute de la dictature. La défaite est encore plus grave pour le PCP qui

(1) Référence au 11 mars 1975 quand le mouvement populaire montant devait imposer la nationalisation des grandes banques et d'importants secteurs de l'économie.

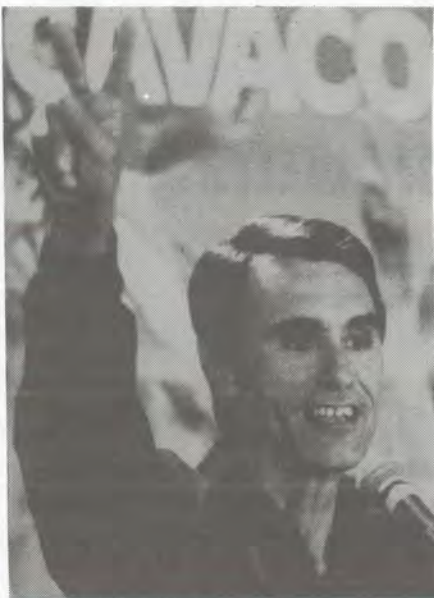
perd 3% des voix, passant de 15 à 12%, créant d'une manière générale chez ses militants et ce, pour la première fois, un sentiment "français" d'érosion électorale et d'incapacité de riposte. Dans l'ensemble l'extrême-gauche obtient près de 2,5%, elle baisse légèrement sous la pression du "vote utile".

La campagne du PSR

Le Parti socialiste des travailleurs (PSR), la section portugaise de la IVe Internationale participe à toutes les élections du pays. Indépendamment de toutes les raisons dictées par la conjoncture, il y a deux motifs à cette ligne d'orientation. Premièrement, la loi électorale permet l'expression des courants minoritaires à égalité avec tous les partis parlementaires. Même si cette égalité est très superficielle, comme on s'en doute, elle offre au moins une garantie substantielle : celle de l'égalité de temps d'antenne à la télévision (il y a pas de canaux privés au Portugal) et dans les grandes émissions de radio, ce qui est une arme incomparable pour l'agitation d'une organisation révolutionnaire. Deuxièmement, le Portugal est un pays de démocratie parlementaire récente (13 ans), la majorité de la population a passé plus de la moitié de sa vie sous une dictature, les partis politiques sont dans leur majorité de formation récente et très instables. Voilà qui explique pourquoi les élections suscitent tant d'intérêt et d'aspirations populaires, devenant ainsi pour les révolutionnaires un moment important pour disputer le terrain politique.

En même temps, le PS a acquis, avec sa campagne électorale de 1985 (voir *Inprecor* numéro 203 du 29 septembre 1985) une meilleure capacité d'établir des rapports avec d'autres forces et militants politiques, ce qui correspond à la volonté de cesser de faire des campagnes électorales qui sont de simple réaffirmations du parti ou de pure propagande, et d'essayer d'intervenir concrètement, en élargissant ses contacts et en essayant d'exprimer, à travers ses listes et de la campagne elle-même, le sentiment et les formes concrètes de résistance à la normalisation de la société dans la période post-révolutionnaire.

Ces objectifs furent déjà atteints en 1985 avec la participation sur les listes électorales du PSR d'un nombre significatif d'anciens dirigeants d'organisations révolutionnaires, avant tout du courant maoïste dominant dans l'extrême-gauche portugaise. Et les résultats furent bien meilleurs en 1987, puisque figuraient sur les listes, aux côtés de militants d'origines politiques diverses, des syndicalistes occupant des postes de responsabilités dans la CGTP, des journalistes, des militants des mouvements de solidarité, et même certains intellectuels très connus comme l'écrivain



Cavaco Silva (DR)

Eduarda Dioniso ou le cinéaste Jorge Silva Melo. Dans le cours de la campagne, la participation d'acteurs de théâtre parmi les plus connus du pays, comme l'appui d'écrivains majeurs dans la vie culturelle nationale, renforcèrent cette image de la campagne, celle d'une opposition révolutionnaire ouverte et dialoguant, radicale et combative. L'impact fut très important : dans la première semaine de la campagne, les enquêtes d'audience donnaient aux émissions télévisées du PSR une préférence absolue de 4%, dépassée seulement par le PS et le PSD et à égalité avec le PCP.

Une agitation efficace

Cette ouverture a permis une campagne subversive et efficace : la première émission de télévision fut consacrée au témoignage de Natercia Campos, qui fut emprisonnée pendant près de deux ans dans le cadre du procès d'Otelo de Carvalho et fut libérée avant même que son procès soit achevé. Elle était candidate du PSR et a permis une profonde remise en question du système judiciaire du pays. D'un autre côté, la campagne militante fut la plus forte du PSR depuis dix ans, avec d'innombrables réunions dans des usines, des meetings dans les principales villes du pays auxquels participèrent des centaines de personnes et des actions d'agitation très bien perçues.

Par exemple, les candidats du PSR occupèrent les installations de l'ambassade américaine à Lisbonne, en solidarité avec le Nicaragua mais surtout pour mettre en relief l'un des thèmes de la campagne, la dénonciation des activités de l'ambassade. Ainsi, avec l'appui de journalistes spécialistes de la question, le PSR donna une grande publicité aux preuves de la compromission des diplomates américains dans le scandale de l'Iranganate, parvenant même à démontrer qu'un attentat terroriste qui

s'était produit à l'intérieur de l'ambassade avait été préparé et exécuté par les propres services de sécurité.

Autre exemple d'action avec un fort impact, un meeting fut réalisé dans un quartier cap-verdien de la banlieue de Lisbonne, dont la population n'a pas le droit de vote. Cette réunion s'était tenue en créole, et sa retransmission eu un effet de choc dans un pays où l'on prétend que tous parlent la même langue.

L'orientation générale de cette campagne était de rendre efficace et concrète la critique des révolutionnaires à la société dans laquelle nous vivons. C'était sa force et ce qui lui donnait sa capacité d'attraction, de rassembler de nombreux militants indépendants, qui ainsi prenaient confiance en l'ouverture et l'action du PSR. Leur nombre s'est accru une fois conclue la campagne électorale.

Forger une culture de combat

Il est certain que la simple participation électorale, avec 350 candidats couvrant tout le pays (330 pour le parlement national et 24 pour le Parlement européen) était en soi un bon résultat. Mais l'ensemble de la campagne - bien sûr dans des conditions de disponibilité des meilleurs intellectuels et des syndicalistes indépendants, franchement plus favorables que dans d'autres pays européens - prouvait qu'il était possible de faire face aux vagues de résignation dans lesquelles nage l'extrême-gauche (et la gauche réformatrice qui a alimenté le nombre des abstentionnistes), et qu'il était possible de forger une culture de combat.

D'une façon discrète, les résultats électoraux traduisent cette réalité : avec 35 000 votes et en dépassant deux partis qui avaient une représentation parlementaire (le Mouvement démocratique populaire - MDP - qui avait 3 députés et le Parti populaire monarchique - PPM - qui en avait 6), le PSR prenait la seconde place parmi les partis non-parlementaires, à peu de distance de l'Union démocratique et populaire (UDP) qui obtenait 50 000 voix, perdant ainsi 30% de ses électeurs. Le vote pour le PSR, qui fut identique à celui de 1985 malgré la pression maintenant très forte du "vote utile" pour le PS, regroupe un secteur de la jeunesse (et c'est cette capacité qui motivait le fort intérêt du PCP à ce que le PSR participe à son front électoral) et surtout la prise de position d'une partie de cette génération qui, ayant entre 20 et 30 ans en 1974, était massivement partie prenante des organisations révolutionnaires d'alors. ■

Août 1987

Grève des mineurs : La plus longue !

"DIRIGEANTS, ne nous revenez pas avant d'avoir une meilleure offre des patrons". Ces paroles d'un chant de lutte des grévistes illustrent assez bien la détermination des mineurs noirs qui viennent de mener une action d'ampleur nationale pendant trois semaines. Elles confirment également l'engagement syndical d'une couche prolétarienne parmi les plus exploitées, les travailleurs migrants. Cette irruption d'activité militante du prolétariat minier et la capacité d'organisation du mouvement gréviste par le Syndicat national des mineurs (NUM, 260 000 membres cotisants) constituent les principales leçons de la contestation massive d'une politique salariale qui représente un élément fondamental de l'exploitation capitaliste dans ce secteur.

Tony ROUX

BAS SALAIRES et terribles conditions de travail sont les caractéristiques d'un système d'exploitation de la main-d'œuvre noire, vieux de plus d'un siècle dans les mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud. Dès la fin du XIX^e siècle, l'extraction minière devient un foyer de diffusion des rapports de production capitalistes. D'immenses profits sont accumulés à partir de gros investissements étrangers et d'une forte utilisation de la force de travail noire. Rapidement un petit nombre de sociétés financières se partagent la propriété minière. Dès 1887 pour l'or, elles créent leur syndicat - la Chambre des mines - qui leur permettra de développer une politique coordonnée de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre.

Le travail migrant

Autour de cette industrie primaire, dont la production est essentiellement destinée à l'exportation, un mode d'accumulation du capital - spécifique par son degré de violence - prend forme. Les deux piliers de la surexploitation de la force de travail africaine sont aujourd'hui encore la généralisation du travail migrant sous contrat annuel (42% des mineurs noirs viennent des pays voisins) et l'encadrement des travailleurs par la législation répressive de l'apartheid.

Cantonement des "improductifs" dans leurs réserves (aujourd'hui dans les Bantoustans) d'un côté, et contrôle policier

des mineurs dans des "coumponds" fermés (aujourd'hui des hôtels pour célibataires où résident 400 000 mineurs noirs) sont les deux pôles de cette chaîne d'exploitation.

Le travail migrant facilite le maintien au plus bas des salaires des mineurs noirs. La rentabilité des investissements miniers passe depuis toujours par une compression maximale des conditions matérielles d'existence des mineurs noirs. Et ce pour différentes raisons.

Compte tenu des conditions de fixation des prix de l'or, toute hausse des coûts de production n'est pas immédiate-

pour l'ensemble du secteur, au niveau minimum qui assure la rentabilité des mines les moins profitables. Ajoutons à cela la nécessité politique, à cause de la ségrégation raciale, d'assurer en moyenne un salaire trois fois supérieur aux travailleurs blancs (1).

Le système du travail migrant remplit donc une fonction spécifique. L'importation du mineur depuis des zones rurales (bantoustans ou pays voisins) où sa famille réside et son isolement dans des hôtels pour célibataires durant son contrat, sont autant de facteurs permettant à l'employeur d'acquérir cette force de travail au moindre coût. L'économie de l'entretien de la famille du mineur et d'une partie de la reproduction de sa propre force de travail est la source des juteux profits pour les compagnies minières.

Si au fil des années, la crise agraire des réserves africaines a réduit la contribution de l'économie domestique à la reproduction de la force de travail employée dans les mines, l'apartheid instauré en 1948 et la création des bantoustans dans les années 60 sont venus étayer ce système d'exploitation en resserrant le contrôle policier des déplacements de la main-d'œuvre noire, de façon à permettre un approvisionnement régulier et suffisant des mines en force de travail à bas prix. Les bantoustans sont devenus de véritables réservoirs de main-d'œuvre. Les pays voisins le sont également. Ainsi 60% de la force de travail du Lesotho est employée en Afrique du Sud, la plupart dans les mines. Leurs revenus représentent 52% du produit intérieur brut.

Un processus de syndicalisation

Parqués dans leurs hôtels pour célibataires durant leur contrat, les mineurs noirs sont soumis au contrôle des polices patronales et aux manœuvres de divisions ethniques (il existe toujours un système de représentation ethnique des travailleurs, contesté par le NUM). La plupart des mines ont leurs propres services de sécurité souvent composés d'anciens policiers ou militaires. Cette situation et la terrible répression des grèves passées ont longtemps pesé de façon négative sur les possibilités d'organisation permanente des mineurs noirs. Mais

dans le contexte général de politisation des masses opprimées en Afrique du Sud, cette situation particulière (terrible exploitation et répression, ancrage familial dans des zones rurales parfois arriérées, sépara-

1) Ironie de l'histoire, c'est en pleine grève des mineurs noirs que le parlement blanc a voté l'abolition par 116 voix contre 16 d'une loi datant de 1911 interdisant l'accès aux noirs de 13 catégories professionnelles



ment répercutable sur les prix de vente. Par ailleurs, ce secteur d'exportation primaire n'est pas directement intéressé à l'amélioration du pouvoir d'achat des noirs. Enfin, le calcul de la rentabilité des compagnies et, en conséquence la fixation des salaires, s'effectue sur la base des mines les moins rentables. Les salaires des ouvriers noirs sont donc maintenus,

tion des centres prolétariens urbains) n'a pas empêché que se développe, ces dernières années, un processus de prise de conscience de classe et de syndicalisation dans ce secteur de la classe ouvrière industrielle.

L'efficacité pour le patronat minier de ce vaste système d'exploitation se reflète assez crûment dans quelques statistiques révélatrices de la réalité sud-africaine.

La grande majorité des ouvriers noirs (85%) des mines d'or perçoivent un salaire inférieur à ce qui est considéré comme l'estimation basse du minimum vital. Un centre de recherche universitaire sud-africain estimait en février 1987 à 419 rands (1 rand = 0,5 dollar) par mois le minimum vital pour une famille. A cette même date, le revenu des mineurs de fond de la catégorie 4, s'élevait à 365 rands par mois. Or, plus de la moitié des mineurs noirs occupent des catégories inférieures et reçoivent donc des salaires beaucoup plus bas. D'après le NUM, le salaire minimum est de 238 rands dans les mines d'or et 225 dans les mines de charbon. Le COSATU quant à lui revendique un salaire décent de 850 rands par mois.

Dans la plupart des grands pays producteurs de minerai, les ouvriers de ce secteur ont des salaires supérieurs à ceux des travailleurs de l'industrie manufacturière. S'il ne fallait qu'une seule preuve du rôle de l'apartheid dans le maintien des profits miniers, il suffirait de noter que les ouvriers des mines sud-africaines sont moins bien payés (environ 25% de moins) que les travailleurs des autres secteurs industriels. Les mines sud africaines sont pourtant les plus insalubres et dangereuses du monde. Leur profondeur peut atteindre 4 000 mètres, le travail s'effectue en continu et il y meurt, en moyenne, 600 travailleurs noirs par an.

Gros profits et bas salaires

De plus, les ouvriers des mines ont vu leur pouvoir d'achat rongé par une inflation qui atteint un rythme moyen annuel de 13,2% par an depuis 1973 et s'est encore accru ces dernières années (probablement 18% cette année). Les salaires des mineurs noirs ont chuté entre 1889 et 1897 de 78 rands par an à 58 rands, puis ont stagné jusqu'à 1970, où le salaire minimum pour un mineur de fond était de 10,40 rands par mois. Le salaire réel des mineurs noirs a ainsi baissé entre 1890 et 1970. Cela relativise quelque peu l'augmentation de 300% intervenue entre 1970 et 1975, puis les 30% supplémentaires dans les années 80. En tenant compte de l'inflation, le salaire moyen des mineurs noirs est inférieur en 1986 à son niveau de 1983. La hausse de 30% réclamée par le NUM n'aurait que généralement ramené le niveau des salaires à celui de 1984. Les revenus des travailleurs des



mines de charbon sont encore plus bas, ce qui permet d'ailleurs à ce minerai d'être le moins cher du monde à la production. Le contraste est donc frappant en comparant ces chiffres avec les énormes profits réalisés par les trusts miniers. Marcel Golding, secrétaire général adjoint du NUM rappelle qu'"en dix ans, les profits (des mines d'or) ont grimpé de 44%, les dividendes de 21%, les dépenses en capital de 106% et les taxes gouvernementales de 38%" (2). Pour la seule année 1985, les profits ont augmenté de 37% et les dividendes de 38%. En 1986, les actionnaires des mines d'or ont perçu une somme de 2545 millions de rands de dividendes, soit une somme supérieure au total des revenus des 485 000 ouvriers noirs de ce secteur, qui se sont partagés 2484 millions de rands.

Le mouvement historique apparaît clairement : une stagnation, voire une baisse du pouvoir d'achat des mineurs noirs, se combine avec une augmentation des profits capitalistes. L'équation est limpide. D'immenses monopoles miniers ont bâti leur puissance et leur richesse sur cette exploitation des ouvriers africains et à l'abri de l'apartheid. Ils ont ensuite étendu leurs ramifications dans d'autres secteurs d'activité pour devenir comme l'Anglo American Corporation (AAC), l'aile marchante du capital financier local. Ce trust qui emploie 80% des mineurs grévistes, détient à lui seul plus de la moitié des valeurs cotées à la bourse de Johannesburg. Il possède 15,9% du capital total des 137 principales compagnies actives en Afrique du Sud (y compris les sociétés étrangères et d'Etat). L'AAC contrôle 600 compagnies à travers le monde et emploie au total 800 000 personnes. Mais elle réalise 85% de ses revenus en Afrique du Sud et en Namibie

avec 12 mines d'or, 4 d'uranium, 15 de charbon, et ses intérêts dans la De Beers (diamant) et le platine. "Le bénéfice net consolidé du groupe a de nouveau progressé de 26% lors du dernier exercice s'achevant au 31 mars 1987, pour atteindre 1,5 milliards de rands" (3).

En opposant le plus grand syndicat industriel du Congrès des syndicats sud africains (COSATU) aux trusts miniers, la grève des mineurs noirs a dépassé l'enjeu revendicatif initial pour prendre la dimension d'un véritable test des rapports de force sociaux. Celui-ci s'est momentanément clos sur un point d'équilibre.

Une grève historique

La grève a démarré le 9 août lorsque le NUM a appelé ses adhérents à cesser le travail dans 28 mines d'or et 18 de charbon. Auparavant, 95% des syndiqués consultés comme l'exige la loi, s'étaient prononcés en faveur de ce mode d'action pour appuyer leurs revendications dans les négociations salariales avec la Chambre des mines. Le NUM réclamait une hausse de salaire minimum de 30% (le patronat n'offrant qu'une augmentation allant de 13 à 23% suivant les catégories), une prime de risque, l'augmentation du capital alloué à la famille des mineurs décédés accidentellement à 5 ans de salaire contre 2 actuellement, un congé payé annuel de trente jours, et le 16 juin (anniversaire des émeutes de Soweto en 1976) chômé et payé.

Le NUM basait ses revendications sur l'ampleur des profits réalisés ces dernières années et la constante dégradation du pou-

2) *Weekly Mail*, 14 août 1987

3) *Le Monde*, 12 août 1987

voir d'achat des mineurs dans la même période.

L'entrée en lutte de plus de 300 000 mineurs noirs (sur 530 000) pendant trois semaines est une claire indication du degré de combativité dans ce secteur. Des milliers d'ouvriers ont préféré perdre leur emploi plutôt que de céder au chantage patronal à la fermeture des puits. La production minière a été arrêtée ou fortement perturbée dans 44 mines sur les 46 où le NUM est reconnu. Les pertes des compagnies sont tenues secrètes. Mais un organisme indépendant les a estimées à 17 millions de rands par jour.

La plus longue grève des mineurs noirs

Par sa durée, cette grève est la plus longue de l'histoire des luttes des mineurs noirs. A titre de comparaison, la grande grève de 1946 n'avait tenu que 5 jours. Ces dernières années, les conflits miniers n'ont guère duré plus de quelques jours, la répression ou les licenciements mettant le plus souvent rapidement fin à toute velléité de poursuite de l'action.

Cette fois-ci, des sit-in ont eu lieu dans des mines. Des représentants des travailleurs ont par endroit pris le contrôle des résidences des mineurs. "Prendre le contrôle des hôtels" est d'ailleurs un mot d'ordre du NUM pour approfondir l'auto-organisation des travailleurs et contester la mainmise patronale sur la force de travail.

La stratégie patronale de fermeté face aux revendications ouvrières s'est combinée à l'opportunité ainsi offerte de fermer certaines mines parmi les moins rentables. L'AAC, dont les dirigeants soucieux de leur image de marque "libérale" n'ont cessé de présenter le conflit comme "une indication du progrès fait par la société sud-africaine sur la voie de la normalisation", furent en fait, à la pointe de cette tactique (4). Les licenciements en masse sont d'ailleurs une tradition bien ancrée de la pratique de "relations sociales" et illustrent bien les limites de l'engagement "démocratique" de ce patronat "libéral", de toutes les composantes de la Chambre des mines. Ce conflit permet une nouvelle fois de mesurer ce qu'est le "libéralisme" sud-africain quand les protestations des travailleurs noirs touchent à ses profits.

Un compromis

Face à l'intransigeance patronale, au licenciement de 40 000 mineurs (14% des grévistes), à l'arrestation de plusieurs dizaines d'autres, et à des affrontements avec les forces de répression (police et milices patronales) ayant fait une dizaine de morts et des dizaines de blessés, le NUM acceptait le 31 août, les propositions patronales refusées quelques jours auparavant et appelait à la reprise. Sans être nul, le ré-

sultat est maigre pour les travailleurs. Le patronat minier n'a rien cédé sur la question centrale de la hausse du salaire minimum réclamée par le NUM, acceptant simplement une hausse du capital décès correspondant à 2 à 3 années de salaire, et une revalorisation de 10 points de la somme versée pour les congés annuels qui passe de 55% à 65% du salaire mensuel.

C'est à l'évidence un compromis que les dirigeants du NUM ont accepté. Mais il n'analysent pas ce résultat comme une défaite. "La Chambre des mines n'a pas gagné et nous n'avons pas perdu", a déclaré le secrétaire général Cyril Ramaphosa. Ajoutant : "Ce n'est pas une retraite, seulement un pas de côté tactique, une répétition pour l'an prochain, une expérience pour le futur" (5). D'ailleurs le patronat minier se garde bien de crier victoire tant l'équilibre des forces demeure instable et encore incertain.

Un point d'équilibre dans les rapports de force

Sans doute plusieurs éléments sont-ils intervenus dans la décision du NUM d'accepter de mettre ainsi fin au conflit. Syndicat fondé en 1982, le NUM a connu une fulgurante progression de ses forces. Il a déjà été engagé dans de nombreuses luttes partielles ou dans des journées d'action nationale, comme à l'occasion de l'accident de la mine de Kinross l'an dernier. C'était néanmoins là son premier grand conflit d'ampleur nationale sur une question revendicative d'importance et face à l'ensemble du patronat minier. Le premier succès du syndicat fut sans doute de parvenir ainsi à lancer l'ensemble de ses forces dans la bataille, de manière unie, au-delà des différences de situation, autour d'une série de revendications unifiantes précises. Mais ce succès posait lui-même de nouveaux problèmes pour dénouer victorieusement cette confrontation.

L'incertitude devant l'évolution du conflit apparaissait ces derniers jours, Marcel Golding confessant à la presse : "Nous entrons en pays inconnu".

Le secteur minier est vital pour l'économie du pays - 45% des recettes d'exportation pour l'or et 9% pour le charbon - et toute prolongation du conflit portait en germe l'affrontement avec l'appareil d'Etat. Le ministre du travail Piet du Plessis n'avait-il pas récemment accusé "certains syndicats" de "dépasser les limites du raisonnable". De son côté, le dirigeant syndical Cyril Ramaphosa se demandait s'il n'y avait pas une stratégie coordonnée de la Chambre des mines de "décider à tout prix de détruire le syndicat avec l'assistance de l'Etat".

Porter l'action au niveau de cet enjeu signifiait déclencher une confrontation politique et sociale d'ampleur avec l'Etat et le patronat le plus puissant du pays. La

perspective d'une grève générale de solidarité ne semblait guère concrétisable dans une situation où, il ne faut pas l'oublier, sévit encore l'état d'urgence. Par ailleurs, le NUM a rapidement jeté toutes ses forces dans la bataille. Tous les secteurs miniers mobilisables semblent l'avoir été. L'engagement d'autres mines pour peser de manière interne sur les rapports de force semblait peu probable. Le NUM aurait même connu un échec d'extension de la grève dans les mines de la Goldfields, bastion du patronat le plus rétrograde, où le syndicat a été sévèrement réprimé lors d'une grève en 1985. A ce point de la mobilisation, les risques d'effritement ou de licenciements massifs, paraissent avoir poussé les dirigeants à chercher une issue au conflit qui n'hypothèque pas l'acquis que fut cette mobilisation pour les mineurs.

Cette confrontation nationale entre les mineurs noirs, fraction parmi les plus exploités du prolétariat industriel, et les compagnies minières, secteur le plus monopoliste du capital sud-africain, est révélatrice des grandes tendances à l'œuvre dans la société en Afrique du Sud. Elle reflète la place qu'occupe de plus en plus le mouvement syndical comme catalyseur des aspirations prolétariennes et populaires au changement. C'est en effet l'opposition grandissante des mineurs noirs à l'ensemble du système d'exploitation en vigueur (travail migrant, bas salaires, pénibilité des conditions de vie et de travail, discrimination raciale) qui explique leur levée en masse dans cette bataille pour un salaire décent dont on entendra encore parler puisque c'est un axe de campagne de l'ensemble du COSATU pour l'année en cours (6).

L'intransigeance patronale lors de cette grève confortera sans doute ceux - et ils sont de plus en plus nombreux au sein du mouvement syndical indépendant - pour qui le combat contre l'apartheid est inséparable, de la lutte contre la toute puissance des monopoles capitalistes, pour lui donner son véritable contenu démocratique. ■

2 septembre 1987

4) *Marchés tropicaux et méditerranéens*, Paris 28 août 1987.

5) *Le Monde*, 1 septembre 1987

6) Dans un article de COSATU News du mois de mars 1987 on peut lire que "La campagne pour un salaire décent est un défi fondamental au capitalisme sud-africain".

Contre le plan Bresser et la politique du FMI !

LES ELECTIONS de novembre 1986 furent un triomphe indéniable pour le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), principale composante de l'alliance au pouvoir, et un succès personnel pour le président José Sarney.

LES PARTIS de la gauche réformiste qui avaient soutenu le gouvernement, et notamment le Parti communiste brésilien (PCB, pro-soviétique) et le Parti communiste du Brésil (PC do B, pro-albanais), payaient chèrement cette politique et se voyaient réduits à la portion congrue. Pour sa part, quoique affaibli, le Parti démocratique du travail (PDT) dominé par la figure charismatique de Leonel Brizola (1) se maintenait. Par contre, recueillant les fruits de sa politique classiste, le Parti des travailleurs (PT) se renforçait notablement. (Cf. *Inprecor* numéro 234 du 19 janvier 1987).

Mais la promulgation du plan Cruzado II (2) quelques jours après les élections devait mettre à mal la popularité présidentielle et déclencher une vague de colère populaire et de grèves ouvrières.

L'armée intervient contre les grèves

Entre janvier et mai 1987, on recense plus de 530 grèves, dont 11 grèves nationales catégorielles, mouvements qui se heurtent à une répression très dure. Ainsi, en mars dernier, l'armée occupait avec ses chars les raffineries de pétrole dont les ouvriers étaient en grève, et la flotte militaire intervenait contre la marine marchande, en grève depuis 3 semaines.

Toutes ces luttes sociales, qui s'accompagnent de violentes émeutes dans les principaux centres urbains du pays, ont pour point de départ des revendications salariales : en quelques mois, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 30 à 37% selon les catégories.

Le salaire minimum, que perçoivent 42% des travailleurs brésiliens (62% dans le Nordeste) est le plus bas de toute l'histoire du pays.

Il est aujourd'hui de 2 200 cruzados (1 dollar = 48 cruzados et 60 au marché noir), alors que les dépenses men-

suelles de base sont estimées à 16 000 cruzados.

Le plan économique de choc mis en place en juin dernier par le nouveau ministre des Finances, Luis Carlos Bresser Pereira, aggrave encore cette situation.

L'orthodoxie du FMI

Avec le plan Bresser, finies les mesures "hétérodoxes" dont se glorifiait Sarney avec Cruzado I. C'est un retour dans le giron du Fonds monétaire international et l'application stricte de ses "recommandations" afin "d'assainir" l'économie et de juguler l'inflation qui court allègrement vers un rythme annuel de 1000% si celui des six premiers mois se maintient : dévaluation de la monnaie, priorité donnée aux exportations (pour payer le service de la dette extérieure qui atteint 108 milliards de dollars), compressions des dépenses publiques (sauf l'armée), "vérité" des prix (hausse de 50% du prix des transports en juin dernier) accompagnée d'un blocage partiel (très souple), gel des salaires (très rigide) combiné à l'annulation de la clause de sauvegarde que prévoyait Cruzado I au dessus de 20% d'inflation etc.

Pour les salariés, le Plan Bresser se traduit par une nouvelle dégringolade du salaire réel : de février 1986 (Cruzado I) à la fin juillet 1987, c'est à 45% que s'élève la perte de pouvoir d'achat des travailleurs !

Sarney qui avait fait la campagne électorale en se proclamant "*le Président des pauvres*", en promettant l'indépendance vis-à-vis du FMI et la justice sociale, en s'engageant sur la mise en place d'une réforme agraire, est aujourd'hui discrédité et la cible de toutes les manifestations où aux revendications sociales se mêle la question des élections présidentielles directes.

Le propre PMDB avait mené campagne en 1983-1984 pour l'élection présidentielle au suffrage universel. C'est finalement un collègue de grands électeurs qui avait désigné Tancredio Neves rapidement décédé et auquel devait succéder Sarney. Cette présidence était censée assurer une transition courte, le temps que se mette en place la constitution et d'appeler à de nouvelles présidentielles (directes cette fois).

Or, Sarney ne l'entend plus de cette

oreille. D'une part il a annoncé qu'il comptait se maintenir au pouvoir jusqu'en 1990, d'autre part, il s'oppose au projet de constitution en cours d'élaboration qui prévoit une réduction notable des pouvoirs du président au profit du Parlement. D'ores et déjà, l'armée, composante essentielle de la politique, a fait savoir qu'elle soutenait Sarney sur cette question.

En revanche, au sein même du PMDB, la crise est ouverte sur ce problème. Une aile de ce parti - la "gauche" du PMDB - s'est lancée en campagne avec le PDT, Brizola en tête, pour des élections directes (*direitas ja !*) sachant que ce mot d'ordre est aussi populaire qu'est impopulaire Sarney. Selon un sondage effectué en août 1987, par la revue *Exame*, 60% des Brésiliens sont favorables à des élections présidentielles au suffrage universel en 1988, voire même avant.

Dans ce contexte, la présentation pour les présidentielles de la candidature d'Inácio Da Silva dit "Lula" par le PT, coupe l'herbe sous le pied à l'opposition bourgeoise ou réformiste à Sarney, qui projetait un grand regroupement pour les *direitas ja !* pouvant se faire, par exemple, autour de la personne de Brizola.

Une candidature classiste

Le 20 août dernier, la Centrale unique des travailleurs (CUT) que soutient le PT, et la Confédération générale du travail (CGT, réformiste) appelaient à la grève générale contre le plan Bresser. Le mouvement de grève fut inégal selon les villes et les secteurs. Contrairement à l'Argentine ou même au Chili, il n'existe pas de tradition de grève générale au Brésil. De plus, une grande partie de la CGT, qui fut contrainte à lancer ce mot d'ordre sous la pression de la CUT, fit son possible pour que le mouvement ne soit pas un succès notable.

Le Brésil connaît aujourd'hui une situation socialement explosive et politiquement instable et dans ce contexte, les responsabilités du PT sont énormes aussi bien comme parti politique qu'à l'intérieur de la CUT.

Les textes que nous publions dans ce numéro d'*Inprecor* sont extraits d'*Em Tempo*, journal du courant marxiste-révolutionnaire dans le PT. Dans le cadre de la préparation du congrès national du PT qui devrait se tenir en décembre prochain, ils abordent les principales questions en jeu pour le PT à l'heure actuelle.

Septembre 1987

(1) Bien qu'il soit lié à l'Internationale socialiste, le PDT est un parti bourgeois qui, par exemple est très lié aux grands propriétaires fonciers dans la région de Rio Grande Do Sul.

(2) Le Plan Cruzado I a été mis en œuvre en février 1986. Sur cette question, se reporter à l'article de Pierre Salama dans *Inprecor* numéro 237 du 2 mars 1987.

Construire le Parti des travailleurs

SEPT ANS après son congrès de fondation en 1980, nul ne peut nier que le Parti des travailleurs (PT) du Brésil ait accumulé depuis, d'énormes acquis tant au niveau de son influence dans les principaux secteurs populaires du pays que dans sa définition politique. Toutefois, il demeure indéniablement de grandes faiblesses dans la construction du parti.

Confronté à une situation où les enjeux et les responsabilités sont plus grands que jamais, le PT ressent le poids de certains problèmes qui existent quasiment depuis sa création, notamment sur le plan organisationnel, mais également au niveau de ses définitions programmatiques et stratégiques.

Cet article - paru dans *Em Tempo* - fait partie d'une contribution plus large, où d'autres thèmes sont abordés, et que des membres d'un courant du PT - Démocratie socialiste - vont soumettre à la discussion dans la période de pré-congrès qui s'ouvre au niveau des Etats et au niveau national.

João MACHADO

LA TACHE FONDAMENTALE du PT, celle qui justifie historiquement son existence, est d'organiser politiquement de façon indépendante de la bourgeoisie les secteurs actifs et conscients de la classe ouvrière. Le parti a un rôle auquel rien ne peut se substituer : politiser les luttes des travailleurs, non pas en opposant la lutte politique aux revendications immédiates ou sectorielles, mais en les combinant et en les radicalisant.

Cela signifie rendre l'activité politico-partidaire partie prenante de l'activité quotidienne des travailleurs les plus conscients, transformer le PT en un espace où ces camarades discutent politique, approfondissent et consolident leur conscience de classe afin qu'elle dépasse les limites de la défense des intérêts immédiats. C'est le lieu où ils s'organisent comme militants politiques, comme militants d'un parti et élaborent la ligne politique servant à intervenir dans les différents mouvements sociaux.

Le PT dispose d'une énorme influence parmi les militants des mouvements sociaux - populaire, syndical, femmes, étudiants, paysans etc. - Le PT compte des dizaines et des dizaines de milliers de sympathisants qui forment une partie non négligeable des travailleurs politiquement actifs du pays. Pourtant, l'activité politique qu'ont ces camarades demeure extérieure à l'activité du parti, se réduisant bien souvent au plan corporatiste des luttes immédiates. Ceux qui composent l'avant-garde des mouvements sociaux, s'ils sont bien

souvent sympathisants du PT, ne sont pas adhérents au parti alors qu'ils devraient participer à la vie et aux discussions du parti pour avancer vers un militantisme politique conséquent et développer une conscience de classe socialiste.

Voilà pourquoi les failles organisationnelles entraînent une déperdition du potentiel du parti.

L'organisation à la base

Il existe un consensus pour dire que le manque d'organisation à la base est la racine de cette situation que nous devons dépasser de toute urgence. Conséquence de ce manque d'organisation - on pourrait dire, de ce manque de fondations de l'édifice du parti - notre structure organisationnelle souffre de trois graves faiblesses :

- La séparation entre l'intervention politique au plan institutionnel (activité des groupes parlementaires) et l'intervention dans les mouvements sociaux (activité des militants du PT peu ou pas

organisés, dans les structures du mouvement de masse).

- La distanciation entre le PT et la CUT. Ces militants, sans réponses à leurs demandes, finissent par s'éloigner des structures du parti. La CUT devient le lieu où s'expriment les inquiétudes politiques créées par la radicalisation des luttes syndicales.

- La distanciation entre la direction du parti (précairement établie sur la structure des directoires) et la base du parti, cette dernière étant à peine appelée pour voter dans les congrès ou pour se mobiliser dans les activités du parti, telles les campagnes électorales.

Nous ne pouvons faire porter la responsabilité de cette situation sur les militants d'avant-garde des mouvements sociaux. Beaucoup d'entre-eux rejoindront le PT, mais finiront par s'en éloigner. Le problème étant qu'à l'heure actuelle, le PT se joint fort peu aux discussions et à l'intervention de ces militants dans les mouvements dont ils sont partie prenante. Cela appauvrit la vie du PT parce qu'elle n'intègre pas pleinement la riche expérience et l'apprentissage pratique qui s'opèrent dans les mouvements sociaux.

Réorienter le processus

Ces trois faiblesses peuvent s'aggraver. Nous ne pourrions modifier cette situation qu'avec une réorientation ferme et décidée du processus de construction du PT. Pour ce faire, les traditionnels appels à mettre en valeur les noyaux de base sont insuffisants. Ces derniers ne s'accroissent pas et ne fonctionnent pas pour des raisons très objectives :

- La structure du parti continue fondamentalement à être basée sur les directoires qui concentrent le pouvoir de décision. Les noyaux ne sont que les appendices de la structure déterminée par la loi organique des partis qui, aujourd'hui encore, détermine la dynamique organisationnelle du PT.

- Pour que ces noyaux fonctionnent, ils doivent avoir une vie politique active, des discussions politiques systématiques sur les questions d'actualité, une formation politique socialiste, une orientation pour agir dans les champs d'intervention des militants.

Rien de cela ne pourra-t-être obtenu à une échelle significative, sans l'appui de la structure générale du reste du PT. Les discussions doivent passer par la presse, les activités de formation et les orientations des secrétariats et commissions du parti au niveau municipal, des Etats ou national. Le PT ne peut avoir 5 ou 10 000 noyaux, chacun avec son journal, son cours de formation et son orientation pour le mouvement populaire, syndical, étudiant, femmes etc. Ces tâches doivent trouver une réponse collective au sein du



parti. - Pour parvenir au niveau de professionnalisme requis par cette tâche, il est nécessaire d'envi-sager avec beaucoup plus de sérieux, comme une activité politique et d'organisation, la question des ressources financières indispensables. Aujourd'hui, les ressources matérielles du parti dépendent fondamentalement des contributions des parlementaires, ce qui est une grave déformation.

Le parti doit pouvoir s'auto-financer collectivement, ce qui dépend par-dessus tout de l'éducation politique de ses membres, de la formation d'une conscience et d'une tradition organisationnelles qui associent à l'engagement politique celui du soutien financier. Honorer cet engagement devrait être une condition pour exercer ses pleins droits de militant du PT, d'intervenir dans les délibérations et les rencontres du parti.

- Il sera décisif de définir une position indépendante face à la législation des partis qui obéit aux intérêts et objectifs des partis des classes dominantes. Nous devons structurer le PT en accord avec nos besoins et trouver un moyen de satisfaire les exigences légales sans toucher à l'identité du parti, notamment sur cette question des noyaux qui doivent être notre structure de base et non pas les directoires comme le prévoit la loi.

Directions et expressions des luttes

Pour s'attaquer à ces problèmes et les dépasser, il sera nécessaire de corriger des conceptions et positions erronées sur les questions de construction du parti. L'une d'entre-elles voit le PT comme une *"expression des mouvements sociaux"*. Selon cette vision, le PT n'est qu'un *"reflet"* des luttes et revendications des mouvements sociaux, sans aucune préoccupation et encore moins structure pour favoriser, susciter et diriger ces luttes. Le parti ne prend aucune initiative, étant à la remorque du spontanéisme des luttes sociales.

Cette position implique une stérilisation programmatique, en niant toute élaboration des définitions programmatiques au nom des *"discussions et décisions de la base"*.

Au début, cette position pouvait être justifiée par l'idée que nous construisions un parti *"de bas en haut"*. Mais avec les années qui ont passé, cette *"vertu"* se transforme en un grave défaut. La capacité d'attraction des masses dépolitisées (fruit d'une profonde inégalité d'expériences politiques) sera le produit de notre participation aux luttes, de la définition claire de



notre programme, et la réponse à la cohésion, l'unité et la cohérence que nous aurons démontrées dans le champ des luttes et à l'unification en un puissant mouvement d'ensemble des exploités et opprimés.

Elle dépend fondamentalement de l'homogénéité et de l'union des militants autour d'objectifs stratégiques. Si nous ne clarifions pas publiquement qui nous sommes et où nous allons, nous ne serons pas une référence politique et nous n'attire-rions pas en nos rangs les millions que nous voulons organiser.

Une pleine et claire définition programmatique ne va pas à l'encontre ou ne dispense pas d'une pratique de démocratie intérieure. Bien au contraire, elle la place à un niveau supérieur d'exigences.

Une fausse dichotomie suggère un *"parti de cadre"* - petit, restreint, sectaire, formés de militants *"blindés"* qui décident de tout et dirigent tout - s'opposant à un *"parti de masse"*, de structure lâche, sans cotisants réguliers, où chacun fait ce que bon lui semble, attirant les adhérents pour faire nombre dans les congrès comme n'importe quel parti bourgeois.

Parti de cadre parti de masse

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Un parti est toujours l'avant-garde d'une classe et/ou d'une fraction de classe. La cause en est simple et évidente. Le problème essentiel de l'organisation au sein d'une structure partidaria est la formation de la conscience de classe, qui est un processus inégal parce que le niveau d'expérience politique et d'organisation des classes laborieuses est différenciée. Pourtant, un parti d'avant-garde ne doit pas être un petit parti de *"notables"* et de cadres *"blindés"*, surtout dans un pays de 140 millions d'habitants.

Nous voulons construire un parti d'avant-garde composé de milliers, de mil-

lions de travailleurs participant activement à la vie et à la lutte politique, car telle est la dimension des tâches qui s'offrent à nous. Précisément pour cela, il faut dès maintenant, se battre pour un parti qui ne soit pas composé d'adhérents qui votent tous les quatre ans ou qui, de temps en temps, sont appelés à un congrès pour plébisciter ou dire amen aux propositions de la direction.

Démocratie et unité dans l'action

Nous défendons toujours la nécessité d'une centralisation croissante de l'activité des militants du PT. L'organisation de la base militante du PT est une condition pour unifier l'action des militants confrontés aux différents événements ou dans les différents mouvements sociaux.

La construction de l'unité d'action, de la cohésion de l'intervention des militants du PT qui agissent dans les fronts de masse est indissolublement liée à la pratique effective de la démocratie intérieure dans le PT et dans les relations du parti avec les mouvements sociaux. Un profond respect pour toutes les positions et la garantie de leur représentation sont facteurs par excellence, de l'unité d'action du parti. Ceci ne peut dépendre de la bonne volonté d'éventuelles majorités, mais ce doit être un principe de base du parti, adopté de façon explicite et claire à tous moments et pour toutes les instances du PT.

A São Paulo et au plan national nous avons encore de graves distorsions déjà dépassées à Minas Gerais, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul (1), la représentation proportionnelle dans les instances exécutives des diverses positions présentes dans les congrès, à partir du moment où elles obtiennent 10% des votes, n'est pas assurée.

Une position peut représenter 45% des votes dans un congrès et, dans la pratique, être complètement marginalisée dans les instances du parti - au plan zonal, municipal, des Etats ou national. Cet état des choses, non seulement étouffe l'énergie mobilisée pour construire le parti, mais transforme les rencontres en confrontations et estimations des rapports de force, alors qu'elles devraient être des moments d'élaboration des axes politiques. Le résultat est profondément dépolitisateur, sectarisant et en conséquence, n'est pas éducatif.

La représentation démocratique des po-

(1) A São Paulo, où le PT a ses forces les plus importantes, la proportionnelle ne fonctionne pas pour les différents courants du PT.

sitions, y compris dans les directions exécutives - principe que nous défendons aussi pour une structure syndicale démocratique et pour n'importe quelle organisation des travailleurs - doit être associée à la garantie du droit de tendance, réglementée statutairement (ou par le règlement intérieur, si l'on ne veut altérer la loi des partis).

Le droit de tendance

Des divergences politiques surgissent inévitablement dans le cours de la lutte des classes. Les classes sociales elles-mêmes, y compris la classe ouvrière, sont politiquement hétérogènes, du fait de trajectoires et expériences distinctes, de niveaux de conscience différents. Différents courants politiques, qui ne sont pas antagoniques en principe mais qui apportent des contributions différenciées au processus d'émancipation sociale, expriment la diversité d'expériences et de positions à l'intérieur de la classe ouvrière.

La garantie du droit de tendance au sein du PT n'exclut pas mais bien au contraire assure une croissante unité d'action publique de tous les militants du PT. Si les instances de discussion et de délibération sont démocratiques, il est impératif qu'une fois les décisions prises, le parti agisse avec unité et cohésion. Cette unité n'est pas déterminée par caprice ou dans un esprit d'une plus grande orthodoxie. Elle est déterminée par l'unité et la force de l'ennemi commun. L'Etat bourgeois - à travers les monopoles, la police, les forces armées, les moyens de communications - est chaque fois plus uni dans son action répressive, dans sa capacité d'action. Le parti étant un instrument de lutte des travailleurs, il a également besoin d'unité, de cohésion, de force dans sa capacité de riposte et dans l'esprit offensif de ses actions.

Cette unité ne signifie pas se contenter de prendre des décisions dans des congrès, mais bien les matérialiser dans la pratique, depuis l'application des résolutions organiques sur le fonctionnement des noyaux, cotisations, ventes des journaux, jusqu'à l'unité requise par l'intervention dans les fronts de masse, communautés, syndicat, étudiants etc.

C'est là que nous matérialiserons les positions et les propositions que nous avons discutées que nous en testerons la viabilité. Et aujourd'hui des affrontements décisifs de la lutte des classes s'engagent, forgeant la conscience de classe de larges masses de travailleurs, et qui peuvent et devraient créer un large mouvement politique socialiste dont des millions de brésiliens seront partie prenante. ■

Juillet 1987.

BRESIL

Les relations entre la CUT et le PT

Les relations parti-syndicat sont un des thèmes classiques de l'histoire du mouvement ouvrier. Mais de la diversité de l'expérience internationale des travailleurs, nous ne pouvons extraire une formule générale qui résume cette question. Nous devons examiner ce problème sur la base de la réalité vivante tout en observant les acquis théoriques accumulés à partir de la lutte internationale des travailleurs.

EM TEMPO

LA POSITION que nous avons sur cette question, que nous défendons à l'intérieur du PT, reprend les aspects "classiques" de la relation parti(s)-syndicat. Le point de départ de cette conception est une distinction claire entre le caractère de l'organisation partidaria et le caractère de l'organisation syndicale : le parti est une organisation politique d'avant-garde (et de masse) ayant des règles propres découlant de cette fonction ; le syndicat est lui une organisation qui a pour but d'unifier l'ensemble de la classe, qui s'oppose à l'exploitation capitaliste, mais qui s'insère également à l'intérieur des relations sociales de ce système. Malgré les limites dues à ces conditions structurelles, les syndicats ont un potentiel d'action de masse qui peut dépasser la simple lutte pour des réformes et leur permet de se constituer en un instrument d'expression de l'énergie révolutionnaire des travailleurs. Toutefois, ce potentiel ne s'exprime pas spontanément. Il dépend d'une intervention consciente du (des) parti(s) qui se situent dans une perspective révolutionnaire.

La politique syndicale du PT

C'est face à cette question que le PT doit développer sa politique syndicale et, en particulier, sa politique de construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT).

C'est une question qui aujourd'hui n'est pas encore résolue par le parti, bien que nous ayons déjà une ligne syndicale qui contribue à aller dans ce sens. Pour jouer



concrètement ce rôle de catalyseur des potentialités du syndicalisme classiste représenté par la CUT, nous devons éviter une double erreur : d'un côté, celle qui consisterait à vouloir "résoudre" les difficultés de construction du PT comme parti révolutionnaire à travers une conception qui donnerait un rôle de parti à la CUT, ce qui, dans la pratique serait à la fois une négation de la tâche spécifique et fondamentale de la construction du parti tout en faisant obstacle à la construction de la CUT ; de l'autre côté, à partir des difficultés que rencontre le PT dans sa construction, vouloir imposer des limites au développement de la CUT, en la subordonnant artificiellement au stade actuel du PT, en tirant un trait sur la nécessité de dépasser les problèmes de construction du PT.

Orientations fondamentales

Nous défendons un syndicat classiste, démocratique et indépendant, ce qui signifie un syndicalisme organisé autour de quatre axes :

- Indépendance du syndicat par rapport à l'Etat : il est impératif de lutter contre toute tentative de contrôle que la bourgeoisie veut imposer sur les syndicats, pour que ces derniers puissent être des organismes qui servent à la lutte.

- Démocratie dans les syndicats : elle est incontournable pour obtenir la plus large participation, de meilleures conditions pour l'unité de classe, pour favoriser le développement de la lutte des classes et pour que les syndicats soient une école de démocratie ouvrière, qui prépare les tra-

vailleurs à l'exercice futur du pouvoir.

- Recherche de l'unité de classe, de la participation des masses : nous comprenons le syndicat comme étant l'organisme le plus élémentaire de front unique (réunissant tous les courants de classe, depuis les réformistes jusqu'aux révolutionnaires).

- Une ligne d'action syndicale combative, dirigée vers la mobilisation permanente de la classe en défense de ses intérêts.

Le rôle des syndicats

Un syndicalisme qui réunit ces conditions assumera un rôle révolutionnaire, dans la mesure où il contribuera à unifier les travailleurs, à les mobiliser comme classe contre la bourgeoisie, devenant ainsi un apport fondamental à la construction d'une alternative des travailleurs.

A ce point, nous devons retourner à la question : dans quelle mesure le mouvement syndical peut-il avoir un caractère politique ?

Il est clair que la lutte syndicale et les syndicats ont obligatoirement des caractéristiques politiques. La première tâche du syndicat doit être d'organiser l'ensemble des travailleurs de sa base pour lutter en défense de leurs intérêts, avant tout économiques. Mais ces luttes économiques ont aussi un caractère politique si elles s'élargissent, c'est le cas de la lutte contre la politique économique du gouvernement, contre le plan Bresser. Des méthodes de lutte déterminées - comme la grève - ont en elles-mêmes un caractère politique, notamment quand elles sont confrontées à la répression. De même, les syndicats doivent participer aux luttes plus larges, qui concernent les intérêts généraux des travailleurs, comme par exemple, la lutte pour les élections présidentielles au suffrage direct.

La limite de l'activité politique des syndicats est donnée par la nécessité de maintenir son caractère d'organisme de front unique, devant être capable d'unifier une large majorité de la classe (pour autant, cette limite peut varier, selon que l'ensemble de la classe progresse plus ou moins).

La ligne syndicale du PT pose de façon correcte cette question : *"La CUT et les syndicats ne doivent pas se restreindre aux revendications économiques. En agissant pour que la CUT et les syndicats assument des revendications politiques, les militants du PT doivent être attentifs à ce que ces revendications expriment les aspirations, les revendications et les besoins des larges masses et non d'une petite partie des travailleurs"* (Ligne syndicale du PT, mai/juin 1986)

A partir de là, nous pouvons avancer dans la définition du rôle que la CUT et les syndicats doivent avoir pour construire

une alternative des travailleurs.

La CUT et les syndicats doivent être l'expression de l'indépendance de classe des travailleurs sur le plan syndical. Cela signifie surtout une pratique de classe indépendante, développant la conscience de classe des travailleurs, favorisant le mouvement de lutte pour leurs intérêts, contre la bourgeoisie, son Etat et son régime économique. C'est le sens de la résolution adoptée par le second congrès national de la CUT

De cette façon, les syndicats sans adopter un programme de lutte pour le pouvoir, ce qui exigerait une conscience politique plus avancée que celle de l'ensemble du mouvement de masse, acquièrent une dynamique anti-capitaliste et socialiste.

Cette compréhension du rôle de la CUT dans la construction d'une alternative des travailleurs, impulsant une pratique syndicale et politique de classe, est entièrement cohérente avec la politique d'unification du prolétariat dans la perspective d'indépendance politique, partie prenante d'un effort plus global des travailleurs. Bien évidemment, il n'échoit à la CUT qu'un aspect de cette politique. Il revient aux partis (et en vérité, fondamentalement au PT) de développer l'ensemble de cette politique. Toutefois, même sur le plan de l'unité des travailleurs dans une perspective de classe, la CUT n'est pas aujourd'hui suffisante.

La politique du front unique

Le CUT n'organise pas tous les travailleurs sous sa direction. Il existe des secteurs inorganisés et des secteurs sous la direction de la CGT. Il est fondamental que la CUT (en plus d'avoir une politique d'unité action avec d'autres secteurs) cherche à attirer en son sein l'ensemble des syndiqués. Cela signifie concrètement continuer de lutter pour la croissance de la CUT et pour attirer à elle des secteurs qui sont dans la CGT. Avec cette force croissante, la CUT est un pôle d'attraction chaque jour plus grand.

Elargir la CUT signifie disputer la di-

rection des syndicats qui ne lui sont pas encore affiliés aujourd'hui, mais aussi travailler pour attirer vers la CUT des courants politiques qui sont aujourd'hui dans le camp de la CGT, comme le PCB et le PC do B. Certains camarades peuvent craindre qu'attirer ces secteurs dans la CUT sera contradictoire à la ligne syndicale que nous voulons pour cette centrale, car ils craignent l'ingérence d'une politique réformiste, de conciliation de classe. Mais le fait est qu'il est possible de les attirer dans la CUT en maintenant l'hégémonie des secteurs classistes. La lutte pour l'hégémonie qui aujourd'hui se développe entre la CUT et la CGT ne disparaîtrait pas, mais elle s'opérerait à l'intérieur de la CUT, dans des conditions très largement favorables pour nous et pour l'organisation de la lutte des classes.

Une hégémonie classiste

Cela ne signifie pas défendre "une réunification de la CUT et de la CGT", politique qui est critiquée à juste titre dans le document "Ligne syndicale du PT" et qui impliquerait - ainsi qu'il y est dit - remettre en question les acquis fondamentaux de la CUT. Cela veut tout simplement dire que ces secteurs réformistes peuvent être contraints à rejoindre la CUT dans des conditions qui seraient défavorables à leur politique de collaboration de classe et favorables aux intérêts classistes (si les secteurs classistes étaient très faibles, le cas de figure serait inversé).

Jusqu'à présent, la CUT a combiné les caractéristiques d'une centrale syndicale avec celle d'un courant politique large ayant des positions classistes dans le mouvement syndical. Cette situation n'est pas le fruit de notre conception mais le produit de son processus de formation, de la séparation d'avec la CGT. Dans la pratique, la CUT fonctionne quasiment comme un courant syndical du PT.

Ce cadre tend à se modifier. Le propre renforcement de la CUT amène à élargir son hétérogénéité politique, et entraîne donc l'apparition de positions ouvertement réformistes ou très confuses. Tout cela est



positif, puisqu'allant dans le sens d'une CUT qui serait une centrale unique, un élément fondamental d'un syndicalisme classiste, démocratique, indépendant et de masse.

Conjointement, cette évolution rendra plus brûlante la question de la lutte pour la conservation de l'hégémonie classiste de la CUT. Celle-ci sera l'objet de disputes permanentes entre des positions politiques très différenciées, des plus réformistes aux plus révolutionnaires, en passant par les hésitantes et en arrivant aux plus gauchistes et sectaires.

De cette façon, l'organisation de l'intervention des militants du PT au sein de la CUT, à son unification qui est déjà partie prenante de notre compréhension stratégique de construction du PT comme parti révolutionnaire, acquiert une importance toujours plus grande. Il échoira fondamentalement aux militants du PT, de garantir l'hégémonie classiste dans la CUT et son caractère de centrale démocratique et indépendante.

Plusieurs conditions sont nécessaires :
- L'approfondissement des définitions du PT tant sur le plan général (le caractère propre du parti) que dans le domaine syndical, permettant d'avoir un degré d'unité politique plus grand.

- Le dépassement du type d'affrontement sectaire qui a caractérisé les propres militants du PT, dans différents processus syndicaux et qui a une grande responsabilité dans notre défaite aux élections de la métallurgie de São Paulo (1).

- L'existence d'une démocratie effective sur tous les plans, dans le PT comme dans la CUT. Fondée sur les principes de la démocratie ouvrière, la CUT doit aujourd'hui vaincre les visions exclusivistes et les pratiques bureaucratiques qui régissent la centrale. Une action consciente de défense de l'exercice de la démocratie intérieure est nécessaire, tout comme il est nécessaire de comprendre que les relations entre les différents secteurs qui composent la CUT et qui la rejoignent doivent se régler par l'action commune dans le mouvement de masse et par l'intégration à l'intérieur de la CUT d'expériences syndicales distinctes. Très souvent ces différences reflètent des conceptions en processus de formation et encore non solidifiées aujourd'hui, particulièrement si nous prenons les idées qui sont simultanément présentes dans la CUT et dans la CGT. ■

Septembre 1987

1) Lors des élections du syndicat de la Métallurgie de São Paulo en juin dernier, 3 listes étaient en présence. La liste 1 était dirigée par Luis Antonio de Medeiros appuyée par la bureaucratie de la CGT et son secrétaire général, Joaquinão, la liste 3 était officiellement appuyée par la CUT et certains secteurs du PT. Puis apparut une liste 2 regroupant des secteurs en rupture de ban avec la CGT, (dissidents du PDT, militants du PCB et du PC do B) mais aussi de certains militants du PT et de la CUT, comme la tête de liste Lucio Belentanni.

BRESIL

La CUT, la CGT et la grève générale

L'organisation du processus de grève générale en riposte au plan Bresser rencontre son plus grand obstacle dans la difficulté de construire l'unité d'action avec la CGT.

Trois dates ont été proposées : le 15 juillet que proposait la CUT ; le 12 août, qui fut repoussée par le secteur majoritaire de la CGT (mais toutefois acceptée par le PC do B et la direction de la Contag) ; et finalement, le 20 août sur lequel se mirent d'accord l'exécutif national de la CUT et la CGT.

EM TEMPO

CETTE VALSE des dates n'est pas gratuite. Elle reflète des processus profonds en cours dans le mouvement syndical : les relations d'unité et de confrontation entre la CUT et la CGT, mais aussi un processus de mutation des rapports de forces à l'intérieur de la propre CGT.

La compréhension de ces deux questions sera d'une importance fondamentale pour que la CUT puisse diriger le processus d'unification des luttes dans la période qui s'ouvre.

Les relations de la CUT et de la CGT

Nous avons toujours souligné le renforcement notable de la CUT depuis qu'elle fut créée en 1983. Cette croissance peut se mesurer à différents éléments : la conquête de la direction de syndicats par la CUT, la présence de cette dernière dans la majorité écrasante des grèves qui se produisent dans le pays - y compris les expériences de grèves nationales catégorielles -, la construction d'un appareil propre de la CUT, son unité beaucoup plus solide que la CGT, l'organisation des oppositions syndicales classistes.

Nous devons expliquer les raisons fondamentales de cette progression de la CUT. Une centrale qui représente un pôle d'indépendance de classe bénéficie de la puissante montée des luttes syndicales qui se développe depuis de nombreuses années et qui ne fut pas brisée par la transition

bourgeoise. Une centrale qui représente un projet de conciliation de classe est en permanence affaiblie par le peu de possibilité existant de conclure un pacte social quand la politique du gouvernement est clairement anti-ouvrière.

Ce renforcement de la CUT amène une situation où c'est elle qui occupe une position d'hégémonie, de leader dans les principaux pôles actifs du mouvement syndical. Mais cette constatation ne doit pas nous amener à sous-estimer la force de la CGT.

L'influence de la CGT

Dans la principale concentration de travailleurs du pays - le grand São Paulo - la CGT dirige le syndicat le plus important, celui de la métallurgie, et d'autres également très forts, celui des électriciens, des chauffeurs, celui des métallos de Osasco et Guarulhos. La CGT dirige aujourd'hui une grande partie des syndicats de Baixada Santista et la plus grande partie des syndicats dans les campagnes de l'Etat. Elle a aussi la direction de syndicats métallurgiques clés, comme ceux de Porto Alegre et de Rio de Janeiro.

L'influence de la CGT est aujourd'hui largement dominante dans les syndicats ruraux, à travers la direction de la Confédération des syndicats agricoles (COMTAG). Elle dirige par exemple, l'un des noyaux les plus importants de travailleurs agricoles, celui de la zone de Mada de Pernambuco.

On peut encore constater l'influence de la CGT par la masse des travailleurs inorganisés, sans grande expérience de lutte comme le sont en général les travailleurs de la construction civile, ceux du commerce, et d'autres catégories de moindre importance.

Ce poids de la CGT a pour conséquence une grande inertie, c'est un facteur important de restriction de l'énergie du mouvement. Travailler pour une grève générale avec la neutralité ou même l'appui formel de la CGT ou de fractions de la CGT a donc beaucoup plus d'efficacité que de préparer cette même grève générale contre la CGT, quand tous ses appareils, son influence, sa puissance de feu sont dirigés contre cette grève. Ceci est encore plus vrai quand on sait que le gouvernement et les media répercutent au maximum et donnent la plus



Renverser la direction bureaucratique des syndicats (DR)

De même, il est significatif que les deux seuls processus partiels de grève générale réalisés par les travailleurs - le 21 juillet 1983 et le 12 décembre 1986 - furent convoqués unitairement par l'ensemble des forces du mouvement syndical.

Les évolutions à l'intérieur de la CGT

Tout cela ne signifie absolument pas que la CUT doive se soumettre en pratique aux vetos de la CGT. Cela signifie simplement qu'un des deux points centraux de la tactique de la CUT doit être comment travailler pour une politique d'unité et de pression sur la CGT.

Pour tracer cette politique, il est fondamental de connaître la réalité actuelle de la CGT, ses divergences intérieures qui jouèrent par exemple d'un grand poids dans la discussion récente sur la date de la grève générale.

La CGT peut être divisée aujourd'hui en trois secteurs fondamentaux, dont l'évolution dans les deux dernières années donne le sens général de l'évolution de la centrale.

Le secteur majoritaire aujourd'hui dans la CGT est celui qui donne sa substance politique et matérielle à "Joaquinzão", son président actuel. (1). Il est fondamentalement composé par la direction des confédérations syndicales, c'est-à-dire par des dirigeants qui ont une trajectoire de décennies de parasitage de l'appareil syndical, sans liens depuis des lustres avec la base du mouvement. Comme secteur sans rapports avec les processus de mobilisation (nous pourrions l'appeler "la bureaucratie traditionnelle"), il est aujourd'hui incapable de répondre à toute une série de questions posées par la situation.

Le secteur réformiste (qui n'a pas une politique unifiée à l'intérieur de la CGT représenté par le PCB, le PC do B et par la direction de la Contag) a perdu graduellement de l'espace à l'intérieur de la centrale. Sa politique initialement victorieuse au

congrès de novembre 1983, quand fut créée la Conclat (2) - qui était plus une coordination qu'une véritable centrale - fut mise en échec lors des divers événements qui se traduisirent par la formation de la CGT. Malgré cela, il représente le secteur ayant la plus grande capacité de mobilisation à l'intérieur de la CGT.

Finalement, et s'autonomisant du secteur de la bureaucratie traditionnelle, est apparu ces dernières années, un secteur que nous pourrions dénommer la "bureaucratie moderne". Avec une forte influence du syndicalisme américain, il a dans Rogério Magri, président du syndicat des électriciens de São Paulo, son principal représentant (sa politique est financée par les grasses subventions de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre, AIFLD). Un autre représentant de ce secteur est Luiz Antonio de Medeiros, récemment élu à la direction des métallos de São Paulo et qui s'est rendu célèbre par ses déclarations contre la semaine de 40 heures et la stabilité de l'emploi. L'emportant sur Joaquinzão dans la CGT, ce secteur a des possibilités de s'affirmer comme direction de la centrale dans la période qui vient.

Cette appréciation qu'il y a à l'intérieur de la CGT un secteur réformiste qui entrera chaque fois un peu plus en contradiction avec le secteur majoritaire, indique qu'il existe un espace important pour que la CUT puisse exercer une pression permanente pour l'unité d'action et accélérer la distanciation de ces secteurs. Ce serait un coup profond pour la CGT.

Si ce que nous venons de dire est juste, n'aurait-il pas mieux valu que la direction nationale de la CUT maintienne la date de la grève pour le 12 août, afin d'approfondir la dynamique de différenciation entre le PC do B et la direction de la Contag et le reste de la centrale ?

L'un des éléments qui pèse pour beaucoup dans la décision de la direction nationale de CUT de retarder la grève générale fut la faiblesse de préparation, princi-

palement dans la ville de São Paulo et dans l'ABC pauliste; (3)

L'ajournement de la date a favorisé le maintien de la pression sur les secteurs réformistes, comme une perte de l'espace pour que les secteurs les plus droitiers de la CGT travaillent à l'encontre de la grève. C'est ainsi que Luis Antonio, qui avait pris position auparavant contre la grève, essayant de passer un accord avec la fédération des industries de l'Etat de São Paulo, se vit obligé d'apporter son soutien - tout du moins verbalement - au mouvement, après la décision d'une date commune.

Les réformistes et la CUT

Beaucoup de camarades se demandent si cette politique d'unité d'action ne va pas entraîner une entrée des réformistes dans la CUT, ce qui pourrait lui ôter son caractère de centrale classiste, démocratique et s'opposant à la bourgeoisie.

En fait, on doit inverser la question : pourquoi certains secteurs réformistes pourraient-ils rejoindre la CUT ? Ces directions sont toujours sous des pressions contradictoires. D'un côté s'exerce la pression de l'appareil syndical, la pression de l'Etat bourgeois dans lequel ces appareils sont intégrés à des degrés divers et avec lequel ils collaborent. D'un autre côté, existe une pression objective exercée par leur base liée au mouvement ouvrier. Que certains de ces secteurs puissent envisager de rejoindre la CUT reflète indubitablement le processus de renforcement de la CUT comme centrale hégémonique. Mais surtout, elle représente une victoire de la politique classiste qu'ils voient construire.

La CUT a tendance à perdre chaque fois plus ses caractéristiques d'expression d'un secteur du mouvement syndical pour prendre le profil d'une entité de front unique. Ainsi, dans ce processus il est nécessaire dès maintenant de chercher les formes de regroupement des secteurs classistes du mouvement syndical. Une discussion claire sur l'élaboration de l'intervention syndicale du PT, de l'organisation de l'action unifiée des militants syndicaux liés au parti, devrait en conséquence, être l'un des éléments fondamentaux pour garantir le maintien des acquis historiques de la CUT, la démocratie et l'indépendance. ■

Juillet 1987.

1) Joaquin dos Santos Andrade dit Joaquinzão, prédécesseur de Luis Antonio à la tête du syndicat des métallos de São Paulo qu'il dirigea pendant 22 ans.

2) En Août 1983, le second Congrès des travailleurs (CONCLAT) décidait de la fondation de la CUT, alors que les réformistes (PCB, PC do B) et les bureaucrates syndicaux (Pelegos) appelaient à un autre CONCLAT pour novembre 1983, qui allait donner naissance à la CGT.

3) L'ABC est la grande banlieue ouvrière de São Paulo où sont concentrés près d'un demi-million de métallos. ABC, c'est São André, São Bernardo et São Caetano.

Lula Président !

"LA DIRECTION NATIONALE du Parti des travailleurs réaffirme sa volonté de lutter pour des élections directes et présente aux forces démocratiques et populaires un programme de gouvernement alternatif à la Nouvelle République". Une fois assurée cette conquête des élections directes, nous devons avoir une candidature propre et notre candidat naturel est le camarade Lula. Il est bien évidemment nécessaire d'avoir la discussion la plus large possible parmi les militants du parti sur cette question, débat au cours duquel d'autres noms pourront être présentés, la Rencontre nationale (prévue pour décembre 1987, ndlr) nous paraissant le moment le plus approprié pour approuver le lancement d'une candidature à la présidence de la République"

EM TEMPO

CEST PAR UNE LARGE majorité que la Direction nationale du PT a voté cette résolution lors de sa réunion des 1er et 2 août derniers. C'est un pas en avant fondamental, une décision de première importance dans l'histoire du parti.

Cette résolution souligne également que cette décision devra être étayée par une large discussion parmi les militants, et approuvée en décembre prochain par la plus haute instance de décision du parti. Le plan même de lancement de la candidature doit être éclairci sur différents aspects.

Trois points essentiels donnent toute sa valeur à cette candidature. Elle porte l'idée que la lutte pour les élections directes doit se combiner dès maintenant avec la construction d'un gouvernement alternatif à la Nouvelle République. Elle occupe de façon offensive le terrain de l'opposition de gauche au gouvernement Sarney, consolidant l'idée d'indépendance de classe face aux propositions de Leonel Brizola et celles de "l'aile gauche" du PMDB. Elle augmente l'impact du PT dans

la situation actuelle, et en conséquence ses capacités de polarisation et de croissance.

La décision de lancer la candidature de Lula à la présidence de la République est une arme puissante entre les mains du parti. Comment l'utiliser au mieux pour les intérêts des travailleurs est une question qui ouvre un riche débat devant être mené dans les mois qui viennent.

Un débat à mener

Pour le moins, trois grandes questions se profilent. La première est de définir quel est le sens exact de cette candidature : doit-elle être l'expression stricte et propre du PT ou doit-elle être l'occasion de mettre en place certaines alliances politiques autour de certains axes d'un programme défini ?

La candidature de Lula peut être le canal de l'expression politique de secteurs organisés du mouvement syndical et populaire qui ne sont pas affiliés à un parti, elle peut accélérer le processus de rupture de courants réformistes du mouvement ouvrier (comme le PCB et le PC do B) avec la Nova Republica ou stimuler le processus de dissidence dans le PMDB et le PDT.

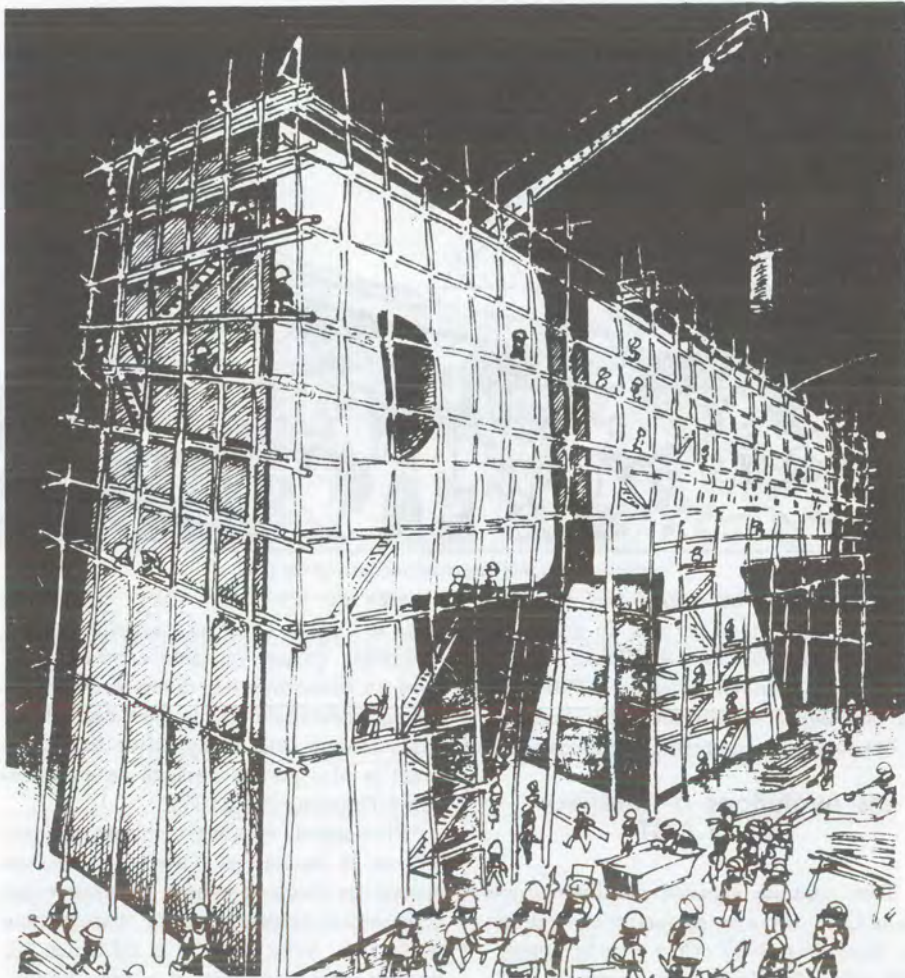
Le second point porte sur le programme de cette candidature. Nous retrouvons là, à un niveau plus élevé, les discussions que nous avons eues dans le parti

lors du lancement des candidatures pour les municipales et les élections aux postes de gouverneurs. Il s'agit de formuler un programme de dynamique socialiste qui traduise les revendications des larges masses et, en même temps, jette un pont pour la rupture avec l'Etat bourgeois et le pouvoir des grands monopoles.

Enfin, nous devons avoir le débat sur les rapports du lancement de la candidature avec un plan de développement de l'organisation ouvrière et populaire dans le pays. La nécessité d'avoir un journal national de masse du PT se fait urgente. Il sera dans l'ensemble du pays un aiguillon pour organiser des comités d'appui à la candidature. Cela placera le PT dans une position plus offensive d'organisation de ses militants dans les différentes structures du mouvement syndical et populaire.

Le lancement de la candidature de Lula à la présidence du pays sera non seulement une gifle pour l'élitisme politique du pays, mais donnera certainement un sentiment de confiance en leurs propres forces et de volonté de lutte aux travailleurs, comme le fut la création même du PT. ■

Septembre 1987.



Un gouvernement instable

L'éternel sourire du premier ministre danois Poul Schlüter s'est évanoui et la bourse de Copenhague a connu un moment de panique lorsqu'est tombé le résultat des élections législatives. Il ne fallait pas en chercher la raison dans une victoire des partis ouvriers mais tout simplement parce que la stabilité de la coalition des quatre partis bourgeois était menacée.

Soren JOHANSEN

Le gouvernement sortant comptait sur une victoire facile après une courte campagne électorale de trois semaines. Les partis ouvriers n'étaient pas préparés et n'avaient aucune alternative gouvernementale à présenter. Toutefois, la coalition gouvernementale (le Parti conservateur, la Gauche radicale, le Parti populaire chrétien et le Parti démocratique du centre) perdaient sept sièges et l'ensemble des partis bourgeois, trois.

La nouvelle instabilité parlementaire est due à ce que le gouvernement devra solliciter désormais le soutien de six partis bourgeois pour avoir la majorité au parlement qui compte 175 sièges.

Faiblesses des partis ouvriers

Ces quatre dernières années, le gouvernement Schlüter reposait sur le soutien du parti bourgeois du centre, Gauche radicale qui passe de 10 à 11 sièges. Le Parti progressiste, populiste d'extrême-droite passe quant à lui de six à 9 sièges.

Ce résultat reflète la faiblesse de la direction politique du mouvement ouvrier danois qui est incapable de défaire Schlüter après cinq années de politique d'austérité. Les chômeurs et les couches les plus faibles des travailleurs ont été durement touchés par cette politique.

La social-démocratie, de loin le parti ouvrier le plus important, vient de connaître son troisième revers électoral en six ans. De 38% en 1959, il est passé à 28% cette année. La direction du parti n'a pas présenté de réelle alternative à la politique

bourgeoise du gouvernement. Ces cinq dernières années, ils n'ont pas fait appel à leur force, notamment à la Confédération nationale du travail (LO), la grande centrale syndicale, pour mobiliser contre le gouvernement.

Ils pouvaient le faire, notamment parce que les syndicats renégocient un nouveau contrat tous les deux ans. Au printemps 1985, la situation sociale pouvait se développer vers ce qui aurait pu être une grève générale renversant le gouvernement. Mais le mouvement fut bloqué par la direction de LO. Cette année, les dirigeants syndicaux ont fait de rapides accords avec le patronat, afin d'éviter le développement d'une telle situation.

Renforcement du Parti socialiste populaire

Le Parti socialiste populaire a encore une fois augmenté ses voix. Avec 27 sièges, il représente la moitié de la social-démocratie. Ce parti, que l'on peut caractériser comme un parti de gauche réformiste, provient d'une scission dans le Parti communiste en 1958. Il n'a plus aucun lien avec le stalinisme.

Le soutien croissant que rencontre ce parti ne peut être expliqué par ses activités parmi les travailleurs ou les mouvements sociaux. De fait, sa capacité de mobilisation est très limitée, en tant que parti. Mais beaucoup d'ouvriers et d'intellectuels le voient comme une force qui veut un réel changement. Et, contrairement à la social-démocratie, il n'est pas marqué par son intégration dans l'Etat capitaliste depuis des décennies.

Les changements dans la gauche

Pour beaucoup d'ouvriers, le thème central des élections étaient "A bas Schlüter, pour une majorité ouvrière au parlement". Beaucoup d'entre-eux ont vu dans le Parti socialiste populaire, la seule force qui pouvait tirer la social-démocratie sur la gauche, loin de sa politique d'accords avec les partis bourgeois. Leurs aspirations ne se seront pas réalisées.

A gauche, deux changements majeurs se sont produits. La Gauche socialiste a subi un revers très sérieux, en perdant la

moitié de ses voix et toute représentation parlementaire. Depuis sa formation en 1969, d'une scission du Parti socialiste populaire, cette organisation de la génération de 68 était considérée comme la représentation parlementaire des mouvements extra-parlementaires. Sa défaite reflète le déclin général de ses forces dû à un tournant droitier dans sa ligne politique qui rend difficile de le distinguer du Parti socialiste populaire, beaucoup plus important. Le parti avait affirmé sa volonté de donner une longue vie à un gouvernement des partis ouvriers, ce qui signifiait un soutien au parlement, même en cas d'attaque contre la classe ouvrière. La perte de la représentation parlementaire, qui était un terrain d'unification de cette organisation, accélérera certainement la crise de ce parti.

L'autre modification majeure est l'entrée au parlement du parti Cap commun. Cette organisation a été formée voilà quelques années par le dirigeant du syndicat des marins Preben Moeller Hansen. Comme le reste de la direction, il est un ancien membre du Parti communiste danois. Dans les années 70, il fut exclu du PC. Bien que ce parti soit apparu comme étant globalement de gauche dans la campagne, il a refusé d'être lié d'une quelconque manière à la gauche ou au socialisme. Il a mené une campagne extrêmement populiste contre "le cirque parlementaire" etc. Beaucoup d'observateurs ont noté les similitudes avec le parti d'extrême-droite populiste, le Parti progressiste, y compris au niveau des déclarations racistes.

Le Parti communiste a obtenu 5 000 voix se situant maintenant environ à 1% des votes. C'est un tournant pour ce parti qui a régulièrement perdu à toutes les élections depuis 1969.

Pour sa part, le Parti socialiste ouvrier (SAP), la section danoise de la IVe Internationale, a également participé à ces élections. Il a obtenu environ 2000 voix, soit quelques centaines de moins que lors des dernières élections. L'un des points centraux de la campagne était la défense des réfugiés politiques et des immigrés, la lutte contre la politique d'austérité et la nécessité de solutions anti-capitalistes à la crise.

Le SAP va maintenant tenir un congrès extraordinaire pour faire le bilan de sa campagne et décider s'il doit commencer à collecter les 25 000 signatures nécessaires pour se présenter aux prochaines élections. Dans ce cadre, l'organisation discutera également de la possibilité d'une collaboration entre les partis de gauche, et savoir si l'on pourra présenter une liste commune de la gauche lors de cette échéance.

C'est une idée en discussion à l'intérieur de l'ensemble de la gauche. ■

14 septembre 1987

MC/LCR : Le processus unitaire progresse

DEPUIS PLUSIEURS ANNEES, le Mouvement communiste (MC) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IV Internationale dans l'Etat espagnol, travaillent en commun dans le mouvement féministe, dans le syndicat Commissions ouvrières, dans le mouvement antimilitariste. Les deux organisations révolutionnaires ont mené de façon unitaire la campagne de soutien à la candidature de Herri Batasuna lors des élections au parlement européen en juin dernier.

COMBATE

LE 5e CONGRES DU MC, qui s'est tenu les 3, 4 et 5 juillet dernier a discuté et approuvé une résolution sur les relations avec la LCR qui signifie une progression importante de ces rapports entre les deux organisations.

L'approbation du congrès était ainsi une ratification des accords auxquels étaient parvenus auparavant le comité fédéral du MC et le comité central de la LCR.

Ces accords impliquent de mettre en place un processus graduel, durant lequel nous aborderons une série d'expériences unitaires d'intervention et de débats, et où chaque nouveau pas en avant devra reposer sur les précédents.

Créer les conditions de l'unification

L'étape que nous commençons ici est antérieure et différente d'un processus d'unification, même si son principal objectif est de créer les conditions qui la rendent possible dans le futur, en clarifiant les divergences qui existent actuellement et en prenant les méthodes les plus à même de les dépasser.

Les mesures choisies pour entrer dans ce processus unitaire graduel impliquent des discussions politiques de fond, nécessaires pour clarifier la possibilité d'un processus de fusion ; l'assistance de membres des directions des deux partis aux réunions respectives de comité central et de comité fédéral ; la mise en place de formules d'étude et de formation conjointes ; une collaboration régulière dans la presse et, avec le caractère d'expérience pilote, des

réunions régulières entre les responsables d'une direction nationale et une direction commune sur certains terrains du mouvement pacifiste.

Pris dans son ensemble, l'accord unitaire représente un saut qualitatif dans les relations entre le MC et la LCR. Mais d'importants éléments de continuité existent. En effet, les relations unitaires entre les deux partis remontent à plusieurs années, sur des questions qui comprenaient aussi bien l'intervention pratique que le débat politique général, avec un bilan que l'on peut globalement qualifier d'extrêmement positif. C'est sur cette expérience passée que repose le processus unitaire actuel.

Travailler activement

Pourquoi est-ce précisément aujourd'hui que se pose le problème de faire franchir un pas en avant à nos relations. Parce qu'à travers un processus si compliqué, les deux directions sont parvenues à la conclusion qu'il ne suffisait pas de constater le rapprochement entre les deux partis, de le favoriser sur certaines questions concrètes et d'attendre avec confiance que la maturation spontanée des relations nous conduisent à l'unité des deux partis. Nous voyons aujourd'hui la nécessité de travailler activement et consciemment vers cet objectif.

C'est une voie réaliste qui a été choisie, prudente, graduelle, qui précisément se base sur tous les éléments positifs de la période passée : une large expérience pratique commune, une constatation de la diminution des divergences (notamment dans la dernière période) et une confiance mutuelle dans l'ouverture et la capacité de rectification de chacune des deux organisations.

Dans le développement du processus unitaire, il est prévisible que des problèmes et des difficultés surgiront, et chacun à la volonté de les résoudre positivement, de dépasser les obstacles qui s'opposent encore à l'unification.

Une partie des problèmes peut venir des frictions qui continueront d'exister dans l'intervention pratique, dans la mesure où nous demeureront des partis indépendants dont les tactiques peuvent se confronter à certains moments. Chacun des deux partis doit essayer de prévoir ces problèmes et quand - malgré tout - ils sur-

giront, ils devront être traités correctement, sans exagération, en prenant en compte les intérêts des deux organisations et la perspective unitaire commune.

Toutefois, les principaux problèmes peuvent surgir d'un accord politique insuffisant entre les deux partis. Sur ce terrain, nous ne pouvons pas avoir de certitudes et seul le développement de la discussion nous permettra de clarifier les accords et les désaccords. La seule chose que nous puissions faire, c'est aborder la discussion avec une méthode qui ne fige pas les divergences initiales, mais qui essaie de les dépasser par l'étude et l'élaboration commune.

Tout au long du processus, il faut poursuivre le renforcement de chaque parti, parallèlement au développement du processus unitaire. Cela entraînera une certaine nouveauté, certains changements dans nos styles de travail respectifs qui, jusqu'à présent, n'étaient guidés que par la seule nécessité de se renforcer chacun pour soi. Le développement de l'unité ne doit signifier en rien abandonner les efforts pour la construction propre des deux organisations. Il ne fait pas de doute que plus les deux partis seront forts, plus l'unité se renforcera. Enfin, il faut pas exclure la pire des hypothèses, l'échec de l'unification. Dans ce dernier cas, nous avons intérêt à ce qu'il y ait deux partis forts et sûrs d'eux, ayant des relations aussi fraternelles, pour le moins, que celles que nous avons à l'heure actuelle.

Mais en marge du réalisme nécessaire, nous misons clairement quant à nous sur le succès du processus unitaire que nous commençons, que nous allons développer avec prudence, sans échéances pré-établies, mais avec la volonté farouche qu'il culmine par un processus d'unification. ■

18 juillet 1987

LES DELEGUES AU CONGRES DU MC :

800 personnes ont participé au Ve congrès du MC. Trois cents d'entre elles étaient déléguées avec droit de vote.

- 39% des délégués étaient des femmes, proportion identique à celle du parti.

- 31% étaient des militants de base et 69% avaient des tâches de responsabilité.

- 65% avaient plus de dix ans de militantisme, 25% entre 5 et 10 ans et 10% moins de 5 ans les rangs du MC.

- 3% avaient moins de 20 ans, 5% de 20 à 25%, 25% de 26 à 30, 62% entre 31 et 40 ans, 5% plus de 40 ans.

- 2% d'étudiants, 8% appartenant à des professions libérales ou autres, 44% de salariés, 24% de fonctionnaires (principalement des enseignants), 11% de chômeurs.